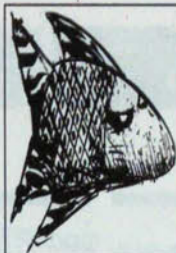




Féminisme p. 2

Le Québec est-il soumis à une tyrannie féministe conduisant les hommes au suicide?



Conquêtes p. 4

Pierre Vadeboncoeur, cherche à découvrir les intentions cachées de Washington



Lettre ouverte p. 8

Pierre Falardeau, adresse à l'ADQ une lettre que vous n'avez pas pu lire dans *Le Devoir*

Le Couac

Un drôle d'oiseau

Vol. 6 • n° 3

Décembre 2002

3,50\$



Le retour de la Gestapo

Le Department of Homeland Security menacera le droit à la vie privée des citoyens du monde entier

« Si nous vivions dans une dictature ce serait diablement plus facile... À condition que je sois le dictateur. »

George W. Bush (CNN 8-12-2000)

En 1933, conscient qu'une partie de plus en plus importante de la population allemande remettait en question la légitimité de son gouvernement, particulièrement les gens instruits, les artistes et les intellectuels, Hitler décida qu'il avait besoin d'une police pour espionner ces citoyens et prévenir la formation d'une opposition organisée. Il baptisa ce service spécial **GE**heime **STA**ats**PO**leizeise qui pourrait se traduire par Police Secrète d'État, mieux connu par son acronyme: Gestapo. « La Gestapo a la tâche de rechercher toutes les intentions qui mettent l'État en danger, de rassembler et d'exploiter les résultats des enquêtes, d'informer le gouvernement et de tenir les autorités au courant des constatations importantes pour elle. » (article 1, loi fondamentale de la Gestapo) La Gestapo peut arrêter, interroger et détenir des suspects sans l'accord des tribunaux. Elle écoute les conversations téléphoniques, dispose d'une prison spéciale à Berlin où les opposants sont torturés. Ceux-ci n'ont pas droit à un avocat et sont envoyés dans les camps de concentration sans procès. Aucune opposition politique n'a



réussi à survivre après 1939, même clandestinement.

Le 14 novembre, *La Presse* et *Le Devoir* publiaient simultanément un bulletin de l'Agence France-Presse célébrant la victoire de George W. Bush devant le Congrès pour procéder à la création du Department of Homeland Security (DHS). Décrit par Bush comme « la plus grande réorganisation du gouvernement fédéral américain depuis les années 1940 », ce superministère mobilisera les ressources humaines, techniques et financières de 22 agences fédérales, regroupant 170 000 employés, disposant d'un budget de 38 milliards \$ US. CIA, FBI, corps de

police municipaux, douanes, gardes côtes, immigration, transport aérien, etc., tout ce beau monde va être mobilisé pour espionner le monde entier.

Le projet a été voté à toute vapeur. Presque personne n'a vraiment eu le temps d'en prendre connaissance avant son adoption. Les législateurs ont reçu le projet de loi de 484 pages le matin du vote. Le représentant démocrate de Californie au Congrès, Henry Waxman, « doute que plus de 10 membres de la Chambre des représentants connaissent le contenu de la loi » (CNET News.com). Les Républicains y

ont introduit plusieurs clauses à la dernière minute en reconnaissance aux multinationales qui ont si généreusement financé la dernière campagne électorale. Les compagnies pharmaceutiques, par exemple, ont obtenu la vaccination obligatoire dans certains États (pour l'instant) avec prison et confiscation de propriété pour les récalcitrants, doublé de l'immunité contre les poursuites en cas de contamination par des vaccins défectueux. Il y a aussi le Cyber Security Enhancement Act (CSEA). La nouvelle police secrète pourra intercepter sans mandat toutes les communications téléphoniques, et Internet. Le CSEA facilite aussi la « collaboration » entre les fournisseurs Internet et le pouvoir policier. Les cyberpirates (vaguement définis) pourront être passibles de prison à vie. « Une souris peut être aussi dangereuse qu'une balle de fusil ou une bombe », selon le sénateur républicain Larry Smith membre d'un sous-comité du Sénat sur la criminalité. (CNET News.com)

Un des éléments les plus menaçants de ce beau programme est un super système de surveillance informatique ayant la capacité d'analyser, en temps réel, l'ensemble des bases de données autour de la planète, pour débusquer les terroristes et les mettre « préventivement » hors d'état de nuire.

Au lendemain des attentats du 11 septembre, le Defence Advance Research Projects Agency (DARPA, le département recherche et développement du Penta-

gone) créait deux nouvelles agences: le Information Awareness Office (IAO Bureau de conscience des renseignements) et le Information Exploitation Office (IEO Bureau d'analyse des renseignements). Les bombardiers furtifs et les drones tueurs à distance sont des produits développés par le DARPA.

L'IAO travaille à mettre au point un nouveau système, baptisé Total Information Awareness (TIA système de conscience totale de l'information) qui devrait fournir à la nouvelle Gestapo les moyens techniques de réduire le temps entre le moment où un terroriste est identifié et le moment où il peut être « préventivement »

mis hors d'état de nuire. Comment, en effet, faire le lien entre une photo prise par une caméra de surveillance en Allemagne, une communication téléphonique en provenance de Montréal et un transfert de fonds du Pakistan vers la Floride? Le TIAS comprendra donc plusieurs volets. TIDES traduira toutes les langues en anglais. Genysis rendra compatibles entre elles toutes les bases de données du monde. EARS retranscrira les communications orales présélectionnées. HID Human Identification at Distance sera un procédé d'identification à distance des suspects dans une foule grâce à des caméras « intelligentes ». Paiements par cartes de crédit, abonnement à un journal ou un à magazine, liste des livres achetés ou empruntés à la bibliothèque, dépôts et retraits

Bientôt, on pourra recouper tous les renseignements pour ensuite couper court à toutes activités « subversives »

Suite à la page 5

Qui va à la chasse perd la face?

CHAQUE AUTOMNE, depuis des décennies, les chefs de grandes compagnies et des politiciens se rendent à l'île Province, en Estrie, une île du lac Memphrémagog située en partie au Québec et en partie au Vermont. On y chasse le faisane en toute tranquillité, entre gens de qualité.

L'île Province est la propriété de Guy Savard, vice-président du conseil de Merrill Lynch Canada, ancien président de la Caisse de dépôt et proche du Parti libéral.

Encore récemment, on a pu y voir entre autres Brian Levitt, d'Imasco, Paul Desmarais, de Power Corporation et les politiciens Jean Charest et Paul Martin. Pour les politiciens, ces parties de chasse sont une occasion de consolider leurs relations dans le monde des puissants de la finance.

Pour l'occasion, on se déguise en chasseur. Des milliers de faisans sont abattus chaque année sur l'île, mais heureusement le ridicule n'a jusqu'ici tué personne.

Le déroulement d'une journée de chasse est simple. Tout d'abord, les distingués invités de l'île accostent au quai. Vêtus comme des dandys, très

britanniques, accoutrés de chapeaux sur lesquels le nombre de plumes épinglées permet de jauger les talents du chasseur, ces messieurs et leurs épouses se regroupent solennellement pour une cérémonie où un enregistrement de clairon annonce le début de la digne journée de chasse.

Qui rabat le gibier pour ces messieurs si joliment accoutrés? Des bons scouts des Cantons de l'Est! Pour eux, il s'agit d'un moyen de financement, mais aussi d'une occasion en or de rire de la performance de ces chasseurs de carnaval. Mais on ne rit pas toujours: en 1994, un scout a été frappé malencontreusement par une décharge de plombs...

Les scouts-rabatteurs de l'île se réjouissent de ne pas être nés fils de riche, surtout quand ils voient à l'œuvre les fils de Desmarais. On a pu voir ces messieurs presque oublier, avec leurs armes, que ce n'était pas des chiens qui rabattaient les faisans...

Lors de la chasse, les invités sont installés à un poste de tir où ils attendent que les oiseaux s'envolent devant eux. Règle générale, seulement les hommes tirent. Mais les

épouses, comme toujours, sont fort utiles: elles ont tout le loisir de soutenir le moral autant que les munitions.

À leur sortie du bois, les scouts-rabatteurs ramassent les faisans abattus et achèvent ceux qui n'ont été que blessés. Ce manège est repris dans plusieurs boisés jusqu'à midi, lorsque les invités sont conviés à partager un repas gastronomique et à se désaltérer.

Pendant ce temps, les scouts profitent du soleil ou de la pluie, confortablement installés à l'extérieur sur une table à pique-nique. Les plus chanceux d'entre eux auront le privilège de nettoyer les fusils.

Pour les invités, la journée n'aura été éprouvante que par la quantité de sourires figés et de conversations stériles échangées. Avant de s'en retourner, ils enlèvent leur chapeau pour réentendre le chant enregistré du clairon... Près d'eux, les faisans ont tous été disposés sur le sol, en rangées symétriques, la tête tournée vers le soleil. Ces charmants chasseurs repartent le cœur léger et, qui sait, peut-être même avec un reçu pour déduction d'impôt...

KARINE DUBOIS

Oussama ben Noël

La CIA a effectué une perquisition au château du père Noël, après avoir intercepté plusieurs lettres d'enfants afghans et palestiniens lui étant destinées et dans lesquelles ils affirmaient avoir été sages toute l'année. Ils lui demandaient pour cadeau des manuels de pilotage. Deux lutins pakistanais auraient été arrêtés et déportés à Guantanamo.



Garnitures

Les discours sont comme les pizzas. Ceux qui les livrent sont rarement ceux qui les préparent.

Numérologie

Saviez-vous que les infâmes numéros tatoués aux prisonniers d'Auschwitz ont commencé par des numéros de code IBM? (entrez Hitler, Auschwitz, IBM dans Google).

Intéressant

Toujours aussi intéressants, les journalistes. Sur toutes les chaînes, ils se demandent si la réponse des Russes à la prise d'otage de Moscou était la bonne. Assez de gaz, pas le bon, risques mal calculés, etc. Mais pas un seul qui se questionne sur ce qui se passe au pays des « terroristes »... Personne qui se demande si, là-bas, le jugement des Russes est le bon. Heureusement que la presse est libre, parce que sinon, en plus d'être aveugle, elle serait aussi baillonnée.

Comédie musicale

Fort de son succès à Moscou, le Cirque du Sommeil de l'Armée russe part en tournée en Tchétchénie.

Emploi

Rozon pense à engager Marc Snyder de l'ADQ pour travailler avec Micheline Charest de Cinar.

Rumeur sur Internet

Apparemment, une rumeur circulerait sur Internet.

Rumeur

Ben Laden s'apprête à rejoindre les rangs de l'ADQ.



Jeux de maux: « Féminisme »

À LIRE VOIR ou la chronique signée Denise Bombardier dans *Le Devoir*, le Québec des dernières années serait soumis à une tyrannie féministe qui force les garçons au décrochage, les pénis à la mollesse et les hommes au suicide. Au-delà des drames personnels, c'est à toute une campagne politique que se livrent les antiféministes. Selon eux, ce serait la faute des féministes si les garçons ne sont pas performants à l'école dans la mesure où ils n'ont plus de modèles masculins auxquels s'identifier... Cette caricature d'explication n'a aucune profondeur car elle est recroquevillée sur le temps présent. A-t-on exploré le passé pour voir si avant le féminisme, les fillettes traînaient loin derrière les garçons à l'école? Et à l'étranger? Le Bulletin du Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire (mars 1994) indique pourtant que dans les pays où « l'enseignement est donné principalement par des hommes, la différence entre les résultats selon le sexe est la même » (*Le Devoir*, 12-11).

Le plus répugnant reste encore cette récupération que les

antiféministes font des suicides d'hommes. Parlant au nom de ces milliers de morts, ils affirment que ces suicides se sont tués à cause des féministes, entendez que les femmes les ont tués...

On oublie deux faits de la plus haute importance:

1) dans tous les pays du monde, le taux de suicide chez les hommes est toujours plus élevé que chez les femmes pour une raison très simple: les stéréotypes masculins rendent les hommes plus enclins à utiliser pour se suicider des armes à feu, ce qui leur laisse peu de chance de survivre, alors que les femmes ont tendance à avoir recours à des moyens moins drastiques (elles ingurgitent des pilules, par exemple);

2) le taux de suicide *général* est au Québec l'un des plus élevés au monde, c'est-à-dire que si les Québécois se suicident plus que les autres hommes, les Québécoises se suicident elles aussi plus que les autres femmes.

Or, comment expliquer que les femmes québécoises se suici-

dent plus que, disons, les Afghanes ou les Koweïtiennes, si les Québécoises exercent une telle domination qui leur procure tant d'avantages?

Les souverainistes disent qu'on se suicide au Québec par manque de souveraineté, d'autres accusent la musique *Heavy Metal*, la méchante drogue alors que ce fut pendant un temps *Dungeons & Dragons* qui poussait les jeunes à se tuer... Dans un article du *Journal of Epidemiology and Community Health*, des chercheurs démontraient pour leur part qu'on se suicide en plus grand nombre sous des gouvernements de droite que de gauche en Grande-Bretagne et en Australie. Qui croire?

L'argument central des antiféministes selon lequel les hommes québécois manquent aujourd'hui de modèles masculins est lui aussi sujet à caution.

Il existe enfin des modèles féminins plus diversifiés qu'il y a vingt ou trente ans: des femmes sont policiers, astronautes, députés, camionneurs, etc. Mais les hommes ne manquent pas pour autant de

modèles puisque ce sont eux qui ont dominé presque entièrement la société pendant des milliers d'années et qui en ont écrit l'histoire. Quelques exemples parmi tant d'autres: nommez une philosophe d'importance dont l'œuvre soit étudiée dans les cégeps du Québec aux cotés de Platon, Aristote, Montaigne, Kant, Hegel, Nietzsche... Ou nommez une artiste peintre étudiée dans les cours d'histoire de l'art aux côtés de Michel-Ange, Léonard de Vinci, Rembrandt, Manet, Monet, Renoir, Matisse, Chagall, Miro, Picasso, Dalí...

Et lorsqu'ils écoutent la télévision ou lisent les journaux, les garçons québécois n'ont-ils pas l'impression d'un monde où les hommes dominent? Bush le plus puissant, Bill Gates le plus riche, Ben Laden le plus méchant, Jim Carter prix Nobel de la paix. En politique: Chrétien, Landry, Charest, Dumont, Sharon, Saddam, Poutine, Chirac, Blair, Castro... À la tête de l'ONU, de l'Union Européenne, de l'OTAN, des hommes et encore des hommes. Le G8? Des hommes. En économie, tous les prix Nobel furent attribués à des hommes et les hommes sont les plus riches: Pierre-Karl Péladeau à la tête de son empire, Greenspan à la tête de la Réserve fédérale américaine. Et les sports: Jacques Villeneuve au

volant de sa bombe sur roues et nos Glorieux sont des hommes. Et la religion: le pape est un homme et refuse que des femmes représentent Dieu, lui-même d'ailleurs plutôt masculin...

Qui manque de modèles? Plus que les hommes, ce sont les « féministes » qui manquent de modèle, cette idéologie ayant été si efficacement discréditée qu'il est extrêmement rare de croiser aujourd'hui une jeune fille se disant « féministe », sans parler des hommes dont le contingent féministe est pratiquement inexistant. Les antiféministes sont parvenus à réaliser un tour de force: faire croire que le féminisme avait pour objet les hommes et la haine des hommes, plaçant encore une fois les hommes au centre du monde. C'est un peu comme si les Blancs étaient parvenus à faire croire aux Noirs eux-mêmes que les mouvements pour les droits civiques aux États-Unis et contre l'Apartheid en Afrique du Sud avaient eu comme sujet principal les Blancs et comme objectif premier d'inculquer la haine des Blancs. Le féminisme n'a pas pour sujet les hommes, mais avant tout les femmes elles-mêmes et la liberté, l'équité, la solidarité et la justice.

FRANCIS DUPUIS-DÉRI
francisdupuisderi@hotmail.com

COURRIER DES LECTEURS

Les débats « spectacles »

À la télévision, il arrive parfois que nous puissions assister à des débats. Or, les questions profondes, les idées de fond sont pratiquement toujours ignorées. On mise sur la polémique pour la polémique pour faire un bon show. Pour bien comprendre, il suffit de ressortir les prémisses que partagent les protagonistes, et non l'inverse. Par exemple, Gilbert Rozon à l'émission *Franc-tireurs*. Martineau s'est acharné comme un diable dans l'eau bénite sur Micheline Charest, engagée par Rozon. Ensuite, il a questionné celui-ci à propos de ses liens avec les gouvernements. Rozon s'est très bien défendu et pour cause. Il n'est qu'un homme d'affaires, un entrepreneur qui a très bien réussi et qui joue simplement la *game* du libéralisme économique. Or, les véritables travers de l'humour n'ont pas été soulevés: sa marchandisation, son institutionnalisation et l'humour comme valeur commerciale. Ces phénomènes contribuent à instaurer une censure qui ne semble pourtant pas se manifester, puisque ceux qui oeuvrent dans l'industrie du rire ont complètement intériorisé les normes, valeurs et représentations du libéralisme économique. L'humour, par définition iconoclaste et un acte de résistance face à l'ordre établi, demeure un produit commandité par les entreprises et subventionné par les gouvernements. On ne peut alors s'étonner du fait que l'humour traite seulement du quotidien banal de la vie sans rien brasser, sans porter de véritable critique politique et sociale. Tout ça n'a pas été mentionné à *Franc-*

tireurs. On s'attaque aux personnes comme Rozon, alors que le problème est structurel et beaucoup plus complexe. [...]

Robert Aird

Nous reproduisons ici des extraits d'un échange de courrier entre une lectrice et son député. Plutôt révélateur...

Monsieur Sirros, [...] Je vous écris pour vous communiquer mon point de vue sur deux points:

1- Je suis complètement contre la guerre en Irak. Je suis contre une guerre qui sert d'abord des enjeux géopolitiques et les compagnies pétrolières. [...] Question de sécurité, si l'on ose sortir de l'information insipide donnée par les journaux de masse, si l'on ose lire par exemple le livre de Chossudowski que vous connaissez certainement, on comprend que la politique impérialiste américaine a fait beaucoup plus de morts que tous les pays de l'axe du mal réunis.

2- Ce sujet est de moindre importance bien que très frustrant. L'an dernier, j'ai payé une contravention de 135\$. J'ai appris dernièrement qu'elle devait être de 136\$. J'ai donc omis de payer 1\$. Je l'ai appris en recevant une condamnation de la cours qui m'impose une pénalité de 67\$. [...] Croyez-vous qu'il soit normal que pour un dollar un juge prenne le temps, même quelques secondes, de signer une condamnation? [...]

Merci de votre attention.

Isabelle Sénécal

Madame, Merci de vos commentaires. Quant à la guerre en Irak, souhaitons tous qu'elle n'ait pas lieu.

Pour ce qui est de cette contravention impayée de 1\$, devenue 67\$, heureusement que le ridicule ne tue pas! Merci de m'avoir fait sourire.

Christos Sirros

Monsieur, Je suis sidérée par vos réponses. Si vous ne trouvez rien d'autre à faire contre la guerre qu'espérer, je me demande qu'est-ce que vous faites comme député. Bien sûr que vous siégez au provincial, mais tout de même.

Au sujet de la deuxième réponse, je suis surtout contenté pour vous que le ridicule ne tue pas. Moi, j'ai honte que les organismes publics de ma nation se remplissent les poches d'une façon aussi odieuse. À la cour municipale, on m'avait dit que mon député était le seul à qui je pouvais m'adresser... Espérons que le prochain sera plus dégourdi que vous. [...]

Isabelle Sénécal

Écrivez-nous!

Le Couac publie les courts commentaires de ses lecteurs. Le courrier électronique demeure la meilleure façon (texte@lecouac.org) Sinon une disquette par courrier postal: *Le Couac*, CP. 129 Succ. de Lorimier, Montréal (Québec) H2H 2N6. Télécopieur: (514) 521-5599.

PLOGUES

Le Gambit du Fou à la Cinémathèque

Cet automne, *Le Gambit du Fou*, un long métrage indépendant de Bruno Dubuc, a été projeté dans six villes québécoises. Les projections montréalaises auront lieu à la Cinémathèque québécoise le 30 janvier, 1^{er} et 4 février 2003. Le film sera présenté en alternance avec *Ce n'est qu'un début*, autre film sur la résistance à la connerie mondialisée tourné autour du Sommet des Amériques. Pour ceux qui voudraient voir *Le Gambit du Fou* avant les fêtes, il sera présenté dans le cadre de la Nuit des Coproduits, un événement organisé par le Vidéographe (qui a coproduit le film), le 6 décembre à 19 h. au 3655, boul. St-Laurent, #104. Pour tous les détails, consultez le site web www.legambitdufou.org

Pasolini, l'enragé

En 1965, à Rome, le grand cinéaste doublé d'un écrivain s'était livré au regard de Jean-André Fieschi. Pendant une semaine, Pasolini est filmé dans son quotidien. Pour mieux connaître l'indispensable Pasolini, il faut voir ce film à la Cinémathèque (Montréal), le mercredi 4 décembre à 19h, salle Fernand-Séguin.

SUPPORTEZ LA PRESSE INDÉPENDANTE ! ABONNEZ-VOUS !

La presse indépendante est sur les dents! Elle a décidé de s'unir pour mieux résister à l'hégémonie de la presse commerciale. N'attendez pas que les poules aient des dents et abonnez-vous à un second, voire à un troisième journal indépendant! Ils ont tous une dent contre la bêtise et se complètent si bien...

Un magazine bimestriel... pour se faire les dents.

<input type="checkbox"/> Groupe populaire:	25 \$
<input type="checkbox"/> Individu:	20 \$
<input type="checkbox"/> Institutionnel:	25 \$
<input type="checkbox"/> Soutien:	32 \$
<input type="checkbox"/> Étudiant ou sans emploi:	15 \$
<input type="checkbox"/> À l'étranger:	30 \$
<input type="checkbox"/> Individu:	30 \$
<input type="checkbox"/> Institutionnel:	40 \$

Nom _____ Faire parvenir votre chèque _____
 Adresse _____ ou mandat poste à: _____
 Code postal _____ Téléphone _____ 1215, rue Visitation, bureau 101
 Courriel _____ Paiement inclus Montréal (Québec) H2L 3B5

VOUS NE PAYEZ QUE LES FRAIS DE POSTE ET DE MANUTENTION (toutes taxes incluses)
Le Couac est un mensuel satirique qui propose un regard critique sur notre société avec l'humour grinçant qui lui a valu son surnom de "canard qui a des dents"...

<input type="checkbox"/> Abonnement d'un an:	28\$ + taxes = 32,20\$
<input type="checkbox"/> Abonnement de deux ans:	50\$ + taxes = 57,50\$
<input type="checkbox"/> Abonnement institutionnel et de soutien:	40\$ ou soutien 50\$ + taxes = 57,50\$
<input type="checkbox"/> Abonnement cadeau:	220\$ + taxes = 253,00\$
<input type="checkbox"/> Abonnement d'un an à l'étranger:	46\$

Nom _____ Par téléphone: (514) 521-5499
 Adresse _____ Par la poste: **Le Couac**
 Code postal _____ Téléphone _____ CP. 129 Succ. de Lorimier
 Courriel _____ Adressez votre chèque à: **Le Couac**, MONTRÉAL (Québec) H2H 2N6

Le Mouton NOIR est un journal d'opinion et d'information, plus mordant que le loup...

<input type="checkbox"/> Individus:	20 \$ ou soutien _____ \$
<input type="checkbox"/> Organismes sans but lucratif:	25 \$ ou soutien _____ \$
<input type="checkbox"/> Entreprises/institutions:	40 \$ ou soutien _____ \$
<input type="checkbox"/> Abonnement cadeau:	40 \$ ou soutien _____ \$
Groupe d'âge:	<input type="checkbox"/> 19 à 25 ans <input type="checkbox"/> 26 à 35 ans <input type="checkbox"/> 36 à 49 ans <input type="checkbox"/> 50 à 64 ans <input type="checkbox"/> 65 ans et +

Nom _____ Faites votre chèque à l'ordre des
 Adresse _____ **Éditions du Berger Blanc**
 Code postal _____ Téléphone _____ C.P. 113 Rimouski (Québec) G5L 7B7
 Courriel _____

L'aut'journal est un mensuel indépendantiste et progressiste pour qui «informer, c'est mordre à l'os tant qu'il y reste de quoi ronger» [Jacques Guay]

<input type="checkbox"/> Un an	30 \$ ou soutien _____ \$
<input type="checkbox"/> Deux ans	45 \$ ou soutien _____ \$

Nom _____ Faites votre chèque à l'ordre de
 Adresse _____ **L'aut'journal**
 Code postal _____ Téléphone _____ 3575, Saint-Laurent, bur. 117,
 Courriel _____ Montréal H2X 2T7

Le Couac

c.p. 129 succ. de Lorimier,
 Montréal, Québec, H2H 1V0
 Téléphone : (514) 521-5499
 Télécopieur :
 (514) 521-5599



Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

Rédacteurs en chef: Bruno Dubuc, David Ledoyen

Collaborateurs: Gilles Archambault, Normand Baillargeon, Gilbert Balsamo, Pierre de Bellefeuille, Jacques Bouchard, Clôde de Guise, Karine Dubois, Bruno Dubuc, Francis Dupuis-Déri, Éloïse Ébouriffone, Pierre Falardeau, Michelle Loslier, Jean-François Nadeau, Monique Pagé, François Patenaude, Yvon D. Ranger, Aude Ribis, Michel Rioux, Pierre Vadeboncoeur, R.D., Ramon Vitesse, Volker.

Illustrations: Boris, Charb, Filio, Luc Giard, Honore, Luz, Serge Ferrand, Richard Suicide, Ramon Vitesse.

Graphisme: France Mercier

Nous remercions chaleureusement *Charlie Hebdo* et *Le Rire* (France) et *Le Journal du Jeudi* (Burkina Fasso) pour leur collaboration.

Abonnement et publicité: David Ledoyen au (514) 521-5499
 ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
 Imprimé au Québec

Uncle Sam est une ordure

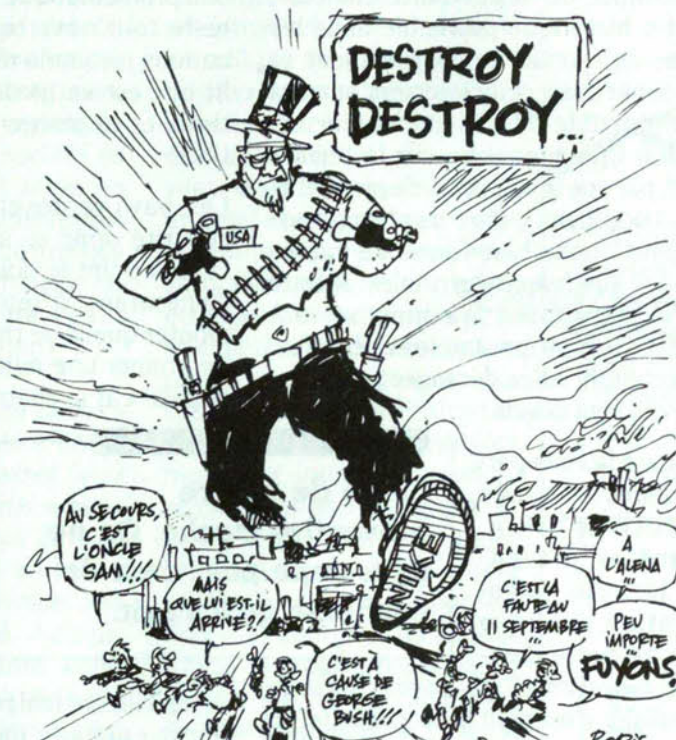
S I GEORGES DUHAMEL A RAISON, il n'y aurait pas que le Père Noël qui serait une ordure. Le vieil écrivain soutenait en effet que chaque civilisation avait les ordures qu'elle méritait. De ce point de vue, nous ne sommes pas sortis de l'auberge avec les États-Unis. Bien que... La civilisation états-unienne? Il y a quelque chose qui cloche quand on accole ces deux termes, il me semble. Quelque chose qui heurte l'entendement, qui blesse le bon sens et agresse l'idée qu'on se fait du civisme. La civilisation, cela renvoie à une certaine idée de la dignité. Cela sert aussi, d'une certaine manière, d'unité de mesure pour vérifier la progression de l'homme, de ce qu'il était quand il s'appelait Néanderthal ou Cro-Magnon à ce qu'il est devenu aujourd'hui. À voir ainsi s'acharner les Étatsuniens et à constater l'ampleur des moyens mis en oeuvre pour combattre ces valeurs qui ont mis des siècles à se développer et que nous nommons aujourd'hui compassion, recherche de justice, égalité de droits, partage de la richesse, magnanimité, on se dit qu'un pays qui agit de la sorte ne peut décemment prétendre à l'utilisation du mot civilisation pour décrire ce qu'il est dans son essence même. Quand la grossièreté tient lieu de politique. Quand la vulgarité devient une vertu cardinale. Quand on se croit puissant et qu'on agit plutôt en matamore. Quand tout cela et bien plus encore est réuni, le doute n'est plus possible: nous sommes en présence d'un groupe humain, les Étatsuniens, qui, pour l'instant, gendarme l'humanité tout entière mais qui, et la chose apparaît inexorable, porte en son sein ce qui le conduira à sa perte.

Les États-Unis comptent dix fois plus de *junkies* que tous les autres pays réunis. Par contre, les États-Unis ne voilent même pas leurs menaces à l'endroit du Canada, qui jongle timidement avec l'idée de légaliser partiellement l'usage du cannabis. Les États-Unis ont entrepris les relations les plus étroites avec Noriega, ont financé la lutte aux sandinistes avec l'argent de la coke et assistent sans mot dire à la reprise de la culture du pavot en Afghanistan. Belle mentalité. Aux États-Unis, les lois du marché le disputent aux Tables de la loi telles que promulguées par Moïse sur le Sinaï quand il s'agit de trouver un phare susceptible de guider les masses: les sectes fondamentalistes ne sont pas moins prosélytes, dans la propagation de leurs doctrines, que ne le sont les Bourses, les grandes entreprises fraudeuses à tour de bras, les firmes comptables véreuses,

un Congrès aux sièges qu'on achète et un président voleur d'élection pour soutenir la liberté de faire des affaires. Faire des affaires. Les idéologues de droite au pouvoir en Ontario viennent d'apprendre aux dépens des contribuables ce qu'il en coûte de jouer aux apprentis sorciers en important ici des politiques états-uniennes. La déréglementation des prix de l'électricité en Californie avait produit le plus beau cafouillage jamais vu dans l'histoire des services publics depuis que Margaret Thatcher avait bradé l'essentiel du butin collectif des Anglais. Pourtant, Harris et ses idéologues, n'écouteront que leur aveuglement, livraient il y a six mois l'électricité aux règles du privé,

donc du profit. Cauchemar dont ne sont pas prêts de se remettre les Ontariens, qui ont vu leur facture grimper de 25 pour cent avant qu'une opération urgente ne vienne récemment mettre fin à cette flambée. Mais n'ayons crainte: les idéologues étant ce qu'ils sont, il y a fort à parier que Mario Dumont a déjà dans ses cartons un plan de privatisation d'Hydro-Québec et que les électeurs d'ici auront oublié ce qu'il est advenu de ces idéologies appliquées en Californie et en Ontario quand viendra le temps de voter. M'enfin! C'est bien connu: les É.-U. disputent à l'Iran et à la Chine la championnat toutes catégories de l'application de cette peine incivique entre toutes qu'on appelle fort justement capitale. Et combien de fois n'a-t-on pas entendu ces vertueux Mormons, Quakers, Presbytériens, Pentecôtistes, Moonistes et capitalistes de tout acabit dénoncer la barbarie de certaines condamnations ayant cours dans des pays fort peu civilisés, selon leurs critères: bastonnades, expositions publiques, mains coupées, etc.? Or, il arrive que le 14 novembre, un homme s'est vu appliquer la règle des *three strikes* en vigueur en Californie et qui conduit à un minimum de 25 ans de prison quiconque en est à son troisième délit. Une bouteille de piquette, un tube de Lipsyl, une bouteille de Listerine: ça vaut 11 dollars. Onze iouesses, me direz-vous, mais quand même! Le type va passer les 25 prochaines années de sa vie en prison pour ça! Même si la propagande états-unienne sait fort bien manipuler les esprits, peut-être viendra-t-il à l'esprit de ce condamné, du fond de son cachot, de se demander s'il n'eût pas mieux valu pour lui qu'il naquît en Iran, en Chine ou à Cuba? Aux États-Unis, ce ne sont pas les ordures qui sont en rupture de stock, c'est la civilisation.

MICHEL RIOUX



Des paroles malheureuses

S ELON LES MÉDIAS, le premier ministre Bernard Landry aurait déclaré que la souveraineté n'est pas l'affaire du gouvernement mais celle du parti. Autrement dit, il s'en lave les mains, sous prétexte qu'il s'agit du gouvernement de tous les Québécois et qu'une certaine proportion de la population est opposée à la souveraineté.

Or ce raisonnement est manifestement faux. Le Parti québécois, aux dernières élections, a obtenu la majorité des sièges à l'Assemblée nationale. Il forme le gouvernement, conformément aux lois et en toute légitimité. Il a donc le mandat de réaliser son programme, dont l'article premier prévoit la souveraineté du Québec. À deux reprises, le gouvernement du parti québécois a poussé le souci démocratique jusqu'à soumettre la question à un référendum. Le fait qu'il ne les ont pas gagnés ne l'oblige nullement à modifier son programme.

En Grande-Bretagne, où l'on connaît sûrement aussi bien que nous, sinon mieux, les règles du parlementarisme de type britannique, une nette majorité de la population est opposée au remplacement de la livre sterling par l'euro. Cela n'empêche nullement le gouvernement Blair d'en faire la promotion. Selon l'expression populaire, eux, ils connaissent ça.

Au Canada, le gouvernement central ne se gêne pas pour consacrer des sommes considérables, surtout au Québec, à la promotion de l'«unité nationale». On ne peut guère contester son droit de le faire, mais la question qui se pose est celle de savoir si ces sommes dépassent la mesure. De la même façon, le gouvernement du Québec a le droit de puiser dans les fonds publics pour faire la promotion de la souveraineté, mais il ne doit pas dépasser la mesure. Cela n'est pas facile à juger, mais il est certain qu'un modeste soutien au conseil de la souveraineté, que M. Landry s'est engagé à mettre sur pied, ne dépasserait pas la mesure.

Au-delà de ces considérations éthiques, il s'impose à l'évidence que lorsque les citoyens portent au pouvoir un parti souverainiste, ils s'attendent à ce que le gouvernement agisse en faveur de la souveraineté. S'il s'en lave les mains, les adversaires se réjouissent, mais les partisans de la souveraineté sont incrédules. Les militants se disent: «on élit le parti québécois pour faire la souveraineté, mais le gouvernement nous renvoie à nous, simples citoyens, le mandat qui lui a été confié.» De là à décrocher, il n'y a qu'un pas.

Il est urgent que le premier ministre se débarrasse de ses scrupules sans fondement, qui sentent la *political correctness* à plein nez. La démocratie n'exige pas l'unanimité, ni même l'insaisissable consensus, manie des temps actuels. Elle s'accommode fort bien des règles du régime parlementaire, tout imparfait qu'il soit.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

Bienséance

L'Association des machos du Québec tient à remercier la baronne Nadine de Rothschild, prêtresse de la bienséance, qui, comme tous les maniaques du contenant, a un contenu vide. Elle a déclaré lors d'un récent passage à Montréal (*La Presse*, 2-11):

- les femmes doivent endurer les infidélités de leur époux (elle admire le stoïcisme de Hillary Clinton);
- les hommes sont faits pour gagner de l'argent et les femmes pour en demander;
- «sois belle et tais toi» n'est pas nécessairement une insulte.

Dans son cas, si on se fie à la photo publiée dans *La Presse*, on ne pourra pas l'empêcher de parler...

Insolite

Mario Dumont a avoué avoir déjà fumé du pot lors du party de fin d'année au cégep (*La Presse* 2-11). Le beau Mario est vraisemblablement rendu aux drogues dures maintenant, car il a exigé 3000 \$ de représentants du secteur pharmaceutique pour qu'ils puissent lui serrer la main.

Soif

Le groupe Danone, propriétaire de l'eau Évian et deuxième embouteilleur d'eau au monde, continue son offensive au Québec. En octobre dernier, Danone a fait l'acquisition de Patrimoine des eaux du Québec (Natuero, Aquaculture, Boischatel et Laroche). Danone possédait déjà les eaux Labrador, Montclair et Naya.

Reproduction

Francis Reddy annonce l'émission de René Homier-Roy en affirmant que ses propres enfants l'écoutent. Sans contester une façon intelligente de produire de nouveaux imbéciles.

Chinoiseries

Pierre Bourque songe à devenir ministre dans un gouvernement de l'ADO. Le poste de ministre délégué aux affaires chinoises l'intéresserait tout particulièrement, semble-t-il.

Cinq ans d'aide sociale pour tout le monde

L E DEVOIR nous apprenait dans son édition du 31 octobre que le Conseil du patronat veut limiter à cinq ans l'aide sociale aux citoyens. Selon les déclarations de Gilles Taillon, président du Conseil, devant la commission parlementaire qui étudie le projet de loi 112 visant à lutter contre la pauvreté: «Si un assisté social ne parvient pas à se trouver un emploi au terme de ce délai, le gouvernement devrait tout simplement cesser l'octroi de son aide financière.»

Si c'est une bonne idée pour les personnes physiques, pourquoi ne serait-ce pas aussi bon pour les «personnes morales» et ceux qui les contrôlent? Le gouvernement devrait appliquer cette mesure «progressiste» à l'ensemble des assistés sociaux, sans omettre les patrons assistés sociaux ni les entreprises assistées sociales (lire subventionnées). Il faut quand même reconnaître que les plus gros assistés sociaux du Québec sont les grandes familles capitalistes via les entreprises qu'elles possèdent ou contrôlent: la famille Péladeau (deux milliards volatilisés), la famille Chagnon (qui a mis à l'abri de l'impôt dans une fondation les centaines de millions de profits réalisés en vendant Vidéotron, un monopole bâti

à coup de subventions), la famille Beaudoin-Bombardier, la famille Desmarais, la famille Bronfman (deux milliards exemptés d'impôts

grâce à un tour de passe-passe administratif nébuleux), la famille Paul Martin (qui ramasse les subventions à la pelle pendant que la mal nommée Canada Steamship Lines enregistre ses navires aux Bahamas), etc.



Gilles Taillon parle d'une «obligation de résultats» pour les assistés sociaux. Bonne idée. Si une entreprise n'est pas profitable après cinq ans, c'est qu'elle n'est pas adaptée au marché ou qu'elle est mal administrée. Après cette période, il faut «tout simplement» lui retirer toute forme d'aide sociale (fonds publics) directe ou indirecte. Fini les Davie Shipbuilding qui n'en finissent plus d'agoniser, après plus d'un quart de siècle et plus d'un milliard d'aide sociale. Fini les 50 millions d'aide sociale annuelle à «l'industrie» du pari sur les courses de chevaux.

Finis les prêts de 25 ans sans intérêt, cinq ans maximum. Obligation de résultats: toutes les entreprises qui licencient après avoir reçu de

généreuses subventions pour «créer» des emplois devront rembourser les sommes reçues. Cela nous évitera un autre scandale à la GM.

Finis les projets foireux comme l'Assistée du multimédia et l'Assistée du commerce électronique. Des *ballounes* spéculatives gonflées avec plus d'un milliard de fonds publics en pure perte, en se basant sur des prévisions farfelues fournies aux gouvernements par des *think tanks* touchant en même temps des commissions sur l'aide versée aux entreprises assistées.

Les programmes de subventions sont des bars ouverts pour les entreprises. Année après année, les vérificateurs généraux font cette constatation. Les chiffres de l'année 2000 démontrent que 58 % des 2,57 milliards d'assistance sociale versés par l'Agence économique du Canada au cours de la décennie précédente ont profité à 4 % des 11 000 entreprises assistées, avec en tête Bombardier, la Banque Royale, Canada Steamship Lines, Canada Packers, les aliments McCain, Canadien Pacifique, etc.

Le gouvernement du Québec ne pourra jamais assainir les finances publiques tant qu'il ne fixera pas une limite à l'assistance sociale dont bénéficient les citoyens les plus riches.

JACQUES BOUCHARD

Les conquêtes préventives

QUE LES ÉTATS-UNIS sont-ils en train de faire au Moyen-Orient, en Asie centrale, éventuellement en Afrique ou ailleurs? À quoi riment cette politique de force, cette volonté de contrôle des États-Unis sur des régimes du globe jusqu'ici insuffisamment domestiqués au goût de Washington? Qu'est-ce que cette presse? Car on sent de leur part une volonté fébrile. Une politique nouvelle a pris forme. Mais qu'est-ce qu'elle vise?

On doit essayer de voir un peu plus loin que de coutume. Car le discours officiel, repris inlassablement comme une antenne par presque tous les médias, par tous pour ainsi dire, lesquels le répercutent et donc le véhiculent tout simplement, s'en tient aux billes de Washington depuis un an: poursuite d'individus comme Ben Laden, écrasement de réseaux de terroristes un peu partout et donc prétendue nécessité d'envahir des territoires (notamment et surtout, comme par hasard, là où se trouvent des champs pétrolifères ou des territoires par où doit passer le pétrole), ou encore crainte alléguée des armes de destruction massive d'Irak ou d'ailleurs. En réalité on veut désarmer ces pays-là ou prévenir leur armement pour pouvoir marcher dessus sans encombre. On invoque la sécurité nationale. Ce serait à croire que les États-Unis, qui possèdent en matière militaire une puissance de degré mille, disons, sont si vulnérables qu'ils se voient dans l'obligation de laminer des pays dont la force militaire avoisine le degré dix...

On doit chercher d'autres raisons, évoquer une tout autre partie. L'idée de guerre défensive (« préventive » ou non) alléguée par les Américains ne tenant guère, il faut, pour trouver un sens à tout cela, en chercher la raison parmi celles d'une guerre d'agression. Ce changement complet d'optique seul paraît rétablir les choses dans une logique intelligible. Mais alors nous ne parlons plus du tout de la même chose.

Qu'est-ce donc que cette guerre d'agression? Cherchons des explications à la mesure de l'affaire, qui n'est pas petite.

Les commentateurs parlent maintenant plus indiscrètement de pétrole. Enfin! Ce n'est pas trop tôt. Cette explication, bien qu'évidente, a bien tardé et ne figure pas encore dans tous les discours, il s'en faut. Le monde officiel pour sa part n'en parle pas. Lui et la plupart des commentateurs s'en tiennent toujours à l'idée de guerre antiterroriste, défensive, démocratique, légitime, éthique, comme dans la Lettre d'Amérique des soixante intellectuels américains qui, l'hiver dernier, blanchissaient tout en invoquant Socrate et saint Augustin...

On ne passe pas facilement de la notion de guerre défensive, ressassée à satiété par le gouvernement américain, à celle de guerre offensive où se trouvent, cependant occultées par la propagande, de vraies réalités, les intérêts géopolitiques capitalistes.

Passons les murs de la rhétorique officielle. Allons voir. Faisons comme je le dis des hypothèses — sans doute moins gratuites que les discours de Bush.

Il semble que l'objectif visé par les États-Unis pour aller porter la guerre en plusieurs endroits désignés du globe, ce soit de se positionner, à la faveur des circonstances, pendant qu'il en est temps encore et qu'on dispose pour le moment d'une puissance militaire sans rivale.

Se positionner pour plusieurs raisons. La première, la plus évidente, c'est de mettre de manière incontestée la main sur les ressources énergétiques, donc d'occuper pour cela le terrain soit directement, soit par des dirigeants locaux installés par les armes américaines. C'est que la position la plus forte, ce sera celle de la puissance qui se trouvera éventuellement dans la place. Allez l'en déloger! Les États-Unis ont actuellement les moyens d'avancer cette pièce maîtresse sur l'échiquier. La carte des guerres prévues coïncide largement avec cet impératif.

La seconde raison, à plus long terme et jusqu'à présent à peu près hors du champ de la curiosité des médias, a trait à l'évolution possible des puissances, à leurs alliances éventuelles, et singulièrement à l'émergence déjà commencée de la Chine. Devant les mutations possibles de la politique des empires et la conjonction à venir des grands intérêts, mais en particulier devant la montée appréhendée de la puissance chinoise, monstre historique prévisible dans les affaires du monde, les USA veulent se positionner aussi complètement et aussi tôt que possible. Il leur faut s'assurer une position inexpugnable, sur le terrain même, par une domination de premier et de seul occupant, contre d'autres grands occupants possibles, dans de vastes étendues aux ressources vitales. A cette échelle démesurée, Washington veut appliquer le principe simple et décisif du fait accompli. Allez déranger une puissance qui sera déjà là!

Cela, c'est la vraie partie. Guerres défensives préventives? Non. Conquêtes préventives. Le reste, l'argumentation publique qu'on ne cesse d'entendre, terrorisme, États-voyous, c'est du camouflage, c'est pour la propagande, en dépit du fait que le terrorisme, bien entendu, n'est pas une blague.

Il est ridicule de croire que la politique actuelle des États-Unis, d'envergure géopolitique, belliqueuse et comportant d'aussi vastes déploiements que ceux que l'on voit, serait animée, essentiellement animée par des considérations limitées aux raisons que Washington brandit depuis un an. Le bouclier antimissile prévu indique d'ailleurs à lui seul une tout autre mesure des choses.

Au moment où j'écris ces lignes, dimanche le 10 novembre, on ignore où la résolution du Conseil de sécurité mènera le monde. Cette résolution, pour moins âpre qu'elle paraisse par

comparaison avec les exigences initiales des USA, met néanmoins le monde sur une pente fort dangereuse, dans le sens de laquelle le gouvernement américain poussera sans doute de plus belle à chaque tournant. Il est évident que Washington espère toujours tirer les grands alliés jusqu'au bout de sa propre aventure, pour son propre profit, ayant réussi jusqu'à présent à les traîner dans une problématique qui fait son affaire et reste tout ouverte vers la guerre. Les nations jusque-là réticentes ont fait leur lit et c'est en gros, malgré les distinctions et la marge restante, celui des USA.

Les pays représentés au Conseil de sécurité donc se sont mis jusqu'à un certain point le doigt dans l'engrenage. Cependant, à leur décharge, il faut ajouter que là se trouvait le seul moyen de donner une mince chance de plus à la paix. Car la guerre que les États-Unis

veulent faire à tout prix allait éclater à coup sûr sans cette diplomatie. Mais la suite? Quelle sera la suite?

Les États-Unis, depuis un an, malgré les masques, semblent engagés dans la plus grande entreprise impérialiste qui se soit vue depuis la guerre mondiale. Mais avec des moyens bien plus puissants. Et sous une couverture d'intentions soi-disant démocratiques: légitime défense, état de droit et ainsi de suite. Or l'idée de guerre préventive cloche. Ce n'est pas surprenant: elle est fautive. Elle masque les vrais desseins. C'est pourquoi le monde répugne à y souscrire. C'est de conquête qu'il s'agit. Le monde ne rêve pas à des conquêtes. Seule la droite américaine en rêve et elle est obligée de s'en cacher. Il faut le révéler à sa place aussi clairement que possible.

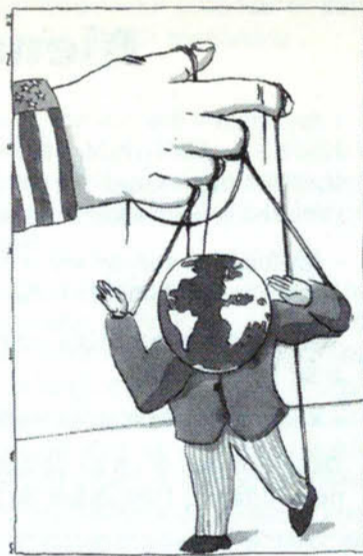
PIERRE VADEBONCEUR

L'idée de guerre préventive cloche. On ne s'y trompe pas: c'est de conquête qu'il s'agit.

ONU

Jean Chrétien a affirmé avoir « appris avec plaisir que le gouvernement de l'Irak a accepté la résolution 1441 du Conseil de sécurité. En même temps, nous sommes conscients du fait que (...) Saddam Hussein a la fâcheuse habitude de recourir à l'obstruction et de se dérober quand il s'agit de se conformer pleinement aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies » (*La Presse*, 14-11). On pourrait dire la même chose des États-Unis face à l'ONU. En novembre dernier, lors de l'Assemblée générale de l'ONU, un nombre record de 173 pays ont voté en faveur de la résolution contre l'embargo économique imposé depuis 40 ans à Cuba par les États-Unis. Cette résolution, présentée chaque année depuis 1992, n'est toujours pas respectée au pays de W. Seuls trois pays ont voté contre: les États-Unis, Israël et les îles Marshall.

FP



Victoire diplomatique

Après des jours de négociations au Conseil de sécurité au sujet de l'Irak, la France est parvenue à faire plier les États-Unis et à changer les termes de la résolution portant sur les inspections de l'arsenal irakien, qui ne se lit plus « ...and then, we will kill the fucking bastard! », mais bien « ...et puis, nous tuons cet enfoiré de conard! ».

Livraison à domicile

Si les Irakiens n'avaient pas encore d'armes de destruction massive, ils vont bientôt en recevoir un bon paquet sur la gueule...

Critique

Les comédies musicales à Moscou seraient mortellement ennuyeuses.

Côte d'Ivoire

Le cacao file un mauvais coton

Alors qu'on n'avait pas fini de trouver le filon pour ramener la République de Côte d'Ivoire (RCI) à la paix, voici que la République centrafricaine (RCA) remet ça! Habitue des mutineries et autres rébellions, la République centrafricaine renoue avec les turbulences sociopolitiques qui ont longtemps déchiré le pays. Et si le calme semble être revenu aujourd'hui dans les rues de Bangui, les nuages sont toujours là, dans le ciel du pays de Bokassa. La situation est similaire au pays du cacao où le calme présent demeure précaire...

DEPUIS PLUSIEURS semaines maintenant, la RCI et la RCA nous jouent un duo d'enfer où la Kalachnikov tient la mesure. L'Afrique a ainsi mal, à la fois, à l'Ouest et au Centre, cherchant invariablement la bonne rime du poème démocratique. Plus de dix ans après le vent de l'Est qui a balayé les anciennes autocraties d'Europe de l'Est et d'Afrique, le continent noir reste séduit par la démocratie des armes. Le pouvoir se prend désormais dans la rue, par des mouvements populaires souvent suscités par des politiciens. On dirait, finalement, que dans bien des cas, les processus démocratiques engagés ici et là ne sont que des

greffes superficielles qui n'ont pas réussi à faire naître la nouvelle vision politique à laquelle on a souscrit du bout des lèvres.

Mais quand le cacao s'installe en filigrane dans le jeu guerrier qui se joue au pays de Félix Houphouët-Boigny, il y a lieu de s'inquiéter durablement pour la poudrière identitaire, aussi bien que pour la poudrière

tout court. La trame de fond de cette tragédie avilissante ne serait pas que politique. Ni seulement sociale. Des sources généralement bien informées font état de ce que cette braise ivoirienne serait également partie d'une dimension économique, lorsque des apprentis boursicotiers se sont amusés à jouer le cacao sur le marché mondial pour se faire du fric gros et facile. Pourtant, ils savaient bien, ces fieffés et véreux joueurs d'échec, que cacao rime avec... chaos! Leur scénario est simple. Primo, on finance des troubles, suffisamment graves pour compromettre la récolte du cacao, largement effectuée par les étrangers. L'annonce du départ massif de ces ouvriers agricoles fait peur et fait grimper le cours du produit à la bourse. Juste avant le déclenchement de cette opération de pure spéculation, on rafle les titres en bourse et on attend le boum. Lorsque le cours a atteint sa cote maxi-

mum, on passe à la phase II en revendant tous ces titres mal acquis avant que l'opération de « sécurisation » de la boucle du cacao ne fasse redescendre les cours. Les coupables de ce délit d'initié seraient à chercher en Côte d'Ivoire et aux États-Unis. Des sociétés bour-

Ils savaient bien, ces fieffés et véreux joueurs d'échec, que cacao rime avec... chaos!

sières américaines auraient monté cette opération hyper lucrative en cheville avec B o h o u n Bouabré, le ministre ivoirien de l'Économie et des Finances, déjà suspecté de gros détournements dans la filière cacao. Quel était le but ultime de Bouabré? Profiter des troubles pour devenir calife à la place du calife ou tout simplement pour nettoyer l'opposition?

Une chose est certaine: la filière cacao file un mauvais... coton. L'inspecteur d'État, François Kouadio, n'avait-il pas déjà publié un rapport dans lequel il accuse l'État ivoirien d'avoir délégué « la gestion de la filière à des organismes indépendants sans fixer de cadre légal ou réglementaire suffisamment précis à leur action »? Le prochain gouvernement de Côte d'Ivoire aura fort à faire pour remettre l'économie nationale sur les rails de la bonne gouvernance.

(Source: Journal du Jeudi, Burkina Faso)

À boire

Médiateur de la crise ivoirienne, Gnassingbé Eyadema vient d'inventer un nouveau style diplomatique, rapporte l'Agence France-Presse. Il s'agit de la « diplomatie musicale ». Réunis à Lomé, rebelles et fidèles de Laurent Gbagbo ont été conviés à un déjeuner durant lequel la musique fut aussi omniprésente que variée. Soucieux d'installer une ambiance fraternelle entre les belligérants, DJ Gnassingbé a fait jouer par un orchestre du cha-cha, du jazz, du reggae et, pour le final, des chansons à boire françaises. Les convives ont été encouragés à reprendre en chœur « Goûtons voir si le vin est bon » et « Boire un petit coup, c'est agréable ». Railleur, le reporter de l'AFP a qualifié ce déjeuner de « surréaliste ».

Il se trompe. Car une nouvelle fois, l'Afrique a du génie et elle le montre. La technique du grand Eyadema mériterait d'être généralisée. On imagine parfaitement Sharon et Arafat accompagnés de leurs délégations, négociant l'œil mouillé, bercés par une chanson moyen-orientale et sentimentale. Une rencontre Bush-Saddam autour d'une bonne bouteille de Bourbon et d'un disque de rock texan conclurait peut-être la crise actuelle par une explication virile mais saine entre les deux hommes.

R.D. (Journal du Jeudi)

Le retour de la Gestapo

Suite de la page 1

d'argent, dossiers médicaux, achat de médicaments, de billets d'avions, participation à une manifestation, à une assemblée « subversive », adresser une lettre ouverte aux médias, tout ça pourra être stocké, puis recoupé avec l'ensemble des banques de données publiques et privées, des communications électroniques et téléphoniques, pour être analysé en temps réel. On comprend aujourd'hui que les planificateurs de la RAND pensaient « société de renseignement » en disant « société de l'information », et mise en commun de l'ensemble des informations personnelles disponibles sur chaque citoyen, en parlant de « l'autoroute de l'information »

Pire, la responsabilité du programme a été confiée à l'Amiral John M. Poindexter (voir autre texte *Poindexter menace vivante*). Le printemps dernier, le programme était un projet nécessitant de nouvelles lois pour être implanté. Aujourd'hui, il devient réalité. Poindexter est un « obsédé du secret ». Citant William Casey, ancien directeur CIA, il a déjà déclaré en interview : « S'il y a plus d'une personne au courant de quelque chose, ce n'est plus un secret. » Poindexter et North interdisaient formellement à tous leurs collaborateurs de « l'Entreprise » de transmettre par écrit ou de noter toute information, instruction ou communication. George Tenet, le directeur de la CIA, a déclaré que l'agence n'aurait pas pu prévoir les attentats du 9 septembre parce que le complot « tenait dans la tête de trois ou quatre personnes » (USA Today 7-2) Robert Mueller, le directeur du FBI, a précisé que les pirates de l'air n'avaient pas laissé la moindre trace. Les enquêteurs « n'ont pas trouvé le moindre petit bout de papier » ni aux États-Unis, ni en Afghanistan, ni ailleurs dans le monde qui puisse être relié aux attentats.

C'est bien la preuve que les grands maîtres du complot savent garder un secret et les moyens déployés par la nouvelle Gestapo ne seront pas destinés aux authentiques terroristes, mais aux citoyens, particulièrement les dissidents politiques. Tous ceux qui s'opposent au nouvel ordre mondial, à la destruction des services sociaux, au capitalisme sauvage (mondialisation), aux politiques belliqueuses de leur gouvernement et réclament moins de police et plus de justice sociale seront suspects. En Colombie, les « terroristes » assassinés par les paramilitaires d'extrême-droite qui font le sale travail des multinationales pendant que l'armée

officielle ferme les yeux sont des syndicalistes : 120 cette année, 3 800 depuis 1986. « Les syndicalistes opposés à la ZLEA risquent la mort » (La Presse 30-10).

Depuis le 9-11 le gouvernement des États-Unis a multiplié les « outils » traditionnellement réservés aux États totalitaires : arrestation et détention arbitraires indéfinie de milliers de suspects « islamistes » sans qu'aucune accusation ne soit portée contre eux ; introduction d'un nouveau statut de « combattant ennemi », permettant d'emprisonner « préventivement » sans distinction un citoyen étranger ou étatsunien pour une période indéfinie, sans procès et sans accès à un avocat ; camps de concentration de Guantanamo, où les prisonniers sont soumis à la torture physique et psychologique. Et maintenant, ce nouveau système de surveillance totale mondiale, alors que l'opposition à la guerre et au capitalisme sauvage progresse et s'organise, et les bushistes veulent attaquer l'Irak, l'Iran, la Corée du Nord, et que c'est pas fini... y'a aussi la Colombie et le Venezuela, etc.

Ce nouveau système d'espionnage est une double menace pour les citoyens canadiens. Premièrement, la Canada a la mauvaise habitude « d'harmoniser » ses lois avec celles de notre puissant voisin même si, à première vue, les politiciens se montrent par principe peu enthousiastes, pour faire croire qu'ils ne sont pas les marionnettes de Washington. Regardez bien la prochaine fois que Jean Chrétien parlera d'attaquer l'Irak, quand ses lèvres disent non, on voit bien que son cerveau dit : « Yes boss ! » Deuxièmement, les ordinateurs étatsuniens vont espionner en permanence les citoyens canadiens dans leur propre pays, sans que le gouvernement ne lève le petit doigt pour s'y opposer. S'il est déployé, le système de surveillance conçu par Poindexter sera une menace permanente pour l'ensemble des citoyens du monde libre opposés à la mondialisation de la guerre et du capitalisme sauvage. Une fois identifiés, les « terroristes » pourront être attaqués par surprise n'importe où dans le monde. La notion de pays souverain n'aura plus aucun sens.

L'État policier propose au citoyen de renoncer à sa liberté pour une fausse sécurité. L'État démocratique assure au citoyen sécurité, liberté et vie privée.

JACQUES BOUCHARD

Kulture

Laura Bush, épouse de Georges W. Bush, a dit que son mari « pensait qu'une bibliographie était la biographie de la personne qui a écrit la bible » (La Presse, 17-11). Elle n'a toutefois pas dit si W pensait qu'une radiographie était un livre sur la vie de l'inventeur de la radio.

Avez-vous la carte Air Miles ?

Dernièrement, un lecteur de La Presse (23-9) se plaignait de ne pas pouvoir voyager avec ses milles-bonis, en se demandant où était l'arnaque. Un reportage paru dans le Village Voice (24-7) fournit un début de réponse à cette question. Bien sûr, les données servent à vous poster des tonnes de junk mail correspondant à votre profil de consommateur. Mais depuis le 9-11, elles servent de plus en plus à identifier les futurs terroristes. Les flics antiterroristes ont analysé les habitudes d'achat des présumés kamikazes du 9-11 pour tracer leur profil de consommateur. Si vos habitudes de consommation coïncident avec ce profil, « vous pouvez vous attendre au minimum à une enquête plus poussée. [...] Aussi étrange que cela puisse paraître, commander de la pizza et payer avec une carte de crédit peut vous rendre suspect ».

Les compagnies installent de plus en plus de caméras reliées à des senseurs incrustés dans le plancher en face de certains items pour enregistrer en même temps la photo des acheteurs de ces produits. Des listes d'épicerie ont été saisies par le Drug Enforcement Agency, à la recherche d'acheteurs de trop grandes quantités de baggies pour tenter d'identifier des pushers. Bon voyage !



Mickey

D'après des sources généralement bien informées, Disney prépare un long métrage sur les événements du théâtre de Moscou. Le titre de cette comédie musicale : *Anesthésia*.

Espoir

Voilà peu, les Américains ont détruit au Yémen, à l'aide d'un missile tiré d'un drone — un avion sans pilote — une voiture transportant des « terroristes ». Si les « terroristes » parviennent pour leur part à utiliser des voitures sans conducteur ni passager, nous aurons enfin de vraies guerres sans morts.



C'est un monde : Gendarme

EN QUELQUES ANNÉES, l'Angola est devenue le gendarme d'une moitié de l'Afrique. Qu'une guerre survienne sur le flanc ouest du continent et les soldats de Luanda rapploient aussi sec. Ce fut le cas dans les deux Congo et c'est aujourd'hui le cas en Côte-d'Ivoire. L'Angola est le pays du fric facile. Sa puissance militaire, l'ancienne colonie portugaise la doit à son histoire (décolonisation violente, point chaud de la Guerre froide, guerre civile sans fin) et à son pétrole.

À Luanda, les compagnies pétrolières versent à quelques membres de l'appareil d'État des bonus absolument faramineux. En 1999, la totalité des bonus pétroliers s'élevait à 950 millions de dollars américains. Ces bonus ne figurent nulle part dans le budget de l'État. Ils sont généralement, pour une partie, distribués aux membres éminents du régime et, pour l'autre, convertis en armes de tous calibres. Armes qui permettent ensuite à Luanda d'intervenir au secours de régimes amis. Amis et bons payeurs. Kabila père a concédé à l'Angola le monopole de la distribution des hydrocarbures sur un bon quart de la République démocratique du Congo après que les soldats angolais eurent sauvé son régime. On se demande ce que le président ivoirien a donné à Luanda en échange de son soutien militaire.

R.D. (source : Journal du Jeudi)

Irak

Le moral est très bon chez les soldats irakiens, qui ont appris récemment en lisant *The Economist* qu'une guerre des États-Unis contre leur pays n'aurait pas d'impact dévastateur sur l'économie mondiale.



John M. Poindexter : Une menace vivante pour l'humanité

JOHN M. POINDEXTER est un homme de terrain : vice-amiral de la Marine des États-Unis, ancien secrétaire à la sécurité nationale de Ronald Reagan, docteur en physique (1958) du California Institute of Technology, la Mecque des chercheurs en armement. Tom Clancy s'est directement inspiré de lui pour créer Jack Ryan, le personnage central de tous ses romans.

Poindexter est aussi le joyeux tordu qui a eu la brillante idée de vendre illégalement des missiles à l'Iran, par l'entremise d'Israël, pour faire libérer sept otages étatsuniens détenus par le Hezbollah à Beyrouth, alors que Ronald Reagan avait officiellement refusé de négocier avec les terroristes. C'était pendant la guerre Iran-Irak. Les industries étatsuniennes armaient Saddam la Terreur tant qu'il pouvait payer. En vendant des missiles à l'Irak, l'opération favorisait la consommation accrue d'armes par les belligérants des deux côtés.

C'est aussi Poindexter qui décida d'armer en secret les terroristes d'extrême-droite du Nicaragua, la Contra, en important des tonnes de cocaïne aux États-Unis par l'entremise de la CIA.

En 1989, Poindexter fut accusé par le gouvernement du Costa Rica d'avoir été le principal dirigeant du trafic de cocaïne dans ce pays. Il s'est bien gardé d'aller faire face à cette accusation pour blanchir sa réputation.

Quand le scandale de l'Iran-gate a éclaté en novembre 1986, l'amiral Poindexter et le lieutenant-colonel Oliver North ont été les premiers congédiés. Ensemble, ils géraient

« L'Entreprise » décrite par Arthur Lyman, président de la commission spéciale du Sénat chargée d'enquêter sur l'affaire, comme « une opération de politique internationale secrète financée par une organisation privée motivée par le profit et ne rendant de compte à personne ». Poindexter a été trouvé coupable d'être « l'âme dirigeante » d'un complot destiné à tromper le Congrès, de faux témoignages, d'obstruction à la justice et de destruction des documents officiels. Condamné en juin 1990 à six mois de prison, il fut amnistié par Pappy Bush pour vice de forme.

Poindexter a toujours prétendu avoir choisi lui-même de cacher ses manigances : « J'ai pris délibérément la décision de ne rien dire au Président pour l'isoler au sujet de cette affaire, et pour lui fournir la possibilité de nier l'existence du complot en cas de fuite. » En d'autres mots, souligne John Sutherland, le reporter du *Guardian* (18-2) qui rapportait ces paroles, Poindexter s'était arrogé le droit de diriger la politique étrangère des États-Unis dans le dos du Président.

Été 1986, alors que Kadhafi était le grand croquemitaine brandi par le Pentagone pour justifier l'escalade des budgets militaires, un mémorandum de Poindexter met l'administration Reagan dans l'embaras. On y lisait : « Un des éléments-clés de la nouvelle stratégie est de combiner des éléments vrais et fictifs, à travers une campagne de désinformation ». Un sergent de l'armée de la US Air Force venait d'être tué lors d'un attentat à la bombe dans une discothèque de Berlin. Vernon Walters, l'ambassadeur des

États-Unis à l'ONU, avait prétendu que la CIA possédait des « preuves directes précises et irréfutables » de la culpabilité libyenne. Dans un geste « d'autodéfense » une trentaine d'avions étatsuniens bombardèrent des « objectifs militaires » dans la nuit du 14 au 15 avril, faisant des dizaines de victimes civiles. L'opération visait à éliminer Kadhafi « par erreur » en violation d'une loi interdisant les tentatives d'élimination des chefs d'État étrangers. (*Le Monde Diplomatique*, mai 1987), Loi abolie à la suite des attentats du 9-11. Le 25 août 1998, la télévision publique allemande a diffusé un documentaire présentant des preuves évidentes que certains des principaux suspects de l'attentat de la discothèque de Berlin travaillaient pour la CIA et le Mossad. (<http://www.sws.org/news/1998/aug1998/bomb1-a27.shtml>)

Dans sa biographie officielle disponible sur le site du DARPA, on peut lire que lorsqu'il était le conseiller à la sécurité nationale de Reagan, « il a été directement impliqué dans l'application des politiques de [...] liberté, de démocratie autour du monde, de défense des droits de l'homme et de contrôle de l'armement. Il a supporté la résistance démocratique au Nicaragua et tenté d'entreprendre la rationalisation des relations entre les États-Unis et l'Iran, un pays stratégiquement important ». (<http://www.darpa.mil/iao/PoindexterBio.pdf>) Allez hop ! Les terroristes d'extrême-droite de la Contra deviennent des combattants de la démocratie et tontont Poindexter un défenseur de la liberté et des droits de l'homme.

JACQUES BOUCHARD

Exigeons un romancier officiel au parlement

ON VOUDRA BIEN ACCEPTER que n'étant pas journaliste, j'ai licence de ne pas toujours vérifier mes sources. Toujours est-il que j'ai appris qu'on songerait à Ottawa à nommer un poète du parlement.

À ce qu'il semblerait, on s'alignerait une fois de plus là-bas sur une pratique anglaise. Sur les bords de la Tamise, dans les parages de la tour de Londres et de l'abbaye de Westminster, les parlementaires, *by love*, ne jureraient que par leur barde national appointé. On me dit que pour la version Bytown, on exigerait que le poète soit bilingue, histoire de lui garantir une place près des sorties de secours dans les avions d'Air Canada.

Mais le poète aura-t-il loisir d'employer des expressions tendancieuses comme « souverain » et « martin-pêcheur »? Acceptera-t-il d'écrire les paroles d'un oratorio rap de Stéphane Dion ou encore l'argument d'un ballet sur le thème du *Canadien errant* imaginé à Copenhague près des jardins du Tivoli par il *pooverino* Gagliano?

L'idée me paraît intéressante. Il est temps que l'on mette un peu de merveilleux dans la vie de nos députés et de nos ministres, pauvres hères constamment accusés de magouilles et de conflits d'intérêt en tous genres. Eux aussi ont droit à un bol d'air frais. C'est ce qu'aurait dit la patrimonesque Sheila Copps si elle y avait pensé en agitant deux des petits drapeaux en bois d'œuvre qu'elle a récemment offerts à Pierre Pettigrew.

Pourtant, je suis triste. Il me faut déplorer qu'en cette affaire on néglige une fois de plus les romanciers. Avez-vous déjà vu les Cauchon, les Coderre, les Duceppe un recueil de René Char ou de Gaston Miron à la main? Tandis qu'il n'est pas impossible qu'ils aient, un jour d'audace, dissimulé un roman de science-fiction derrière

leurs notes pendant un discours particulièrement ennuyeux d'un ministre.

Romanciers du monde, unissons-nous! Romanciers du monde, envoyez-moi au Parlement! Je vous en écrirais des sagas. Je me vois déjà traiter des aventures érotiques de Joe Clark un soir de mai alors que les lilas sont en fleurs et les femmes si belles près de la baie d'Ungava. J'imaginerais sans peine la participation de Don Boudria aux expéditions chevaleresques et non moins mongoles de Gengis Khan, jouant du sabre et fouettant sa monture avec délicatesse pour ne pas heurter les lignes de défenses des droits des animaux de son comté.

Oui, j'imaginerais tout cela, et bien davantage. Pas de romans policiers, nos élus ont trop souvent l'impression d'en vivre un avec ces commissions d'enquêtes, ces interrogatoires, ces passages à tabac qui leur apparaissent comme autant de tortures.

On m'inviterait à lire à haute voix le fruit de mon invention en fin de séance pendant que députés et ministres sont assoupis à cause de l'*irish stew* et du *roast beef* bien cuit pris à la cafétéria du Parlement.

Je me ferais des amis parmi les plus riches d'entre eux. On me donnerait des billets de saison pour assister aux matches des Sénateurs au centre Corel, on m'inviterait à patiner sur le canal Rideau. Je serais de tous les baptêmes et de tous les mariages. Puis avant de me caser au Sénat, on me nommerait ambassadeur afin de me permettre d'écrire des Mémoires qui serviraient à l'édification des générations futures. Dites, Montréal-Ottawa en train, ça prend combien de temps?

GILLES ARCHAMBAULT

Suspendu au-dessus d'une rivière



MIKAEL RIOUX, 26 ans, né d'un papa Rioux, d'une maman Rioux et habitant la rue Jean Rioux est un Rioux pure laine des Trois-Pistoles. C'est un guide de plein air aguerri - rafting, kayak de mer, canot, etc. - et sa rivière Trois-Pistoles est menacée. Sauvage et impétueuse, on veut domestiquer cette rivière en construisant un petit barrage privé de 3,5 mégawatts qui assécherait trois chutes.

Le 18 octobre dernier, Mikael s'est suspendu au-dessus de la rivière pour symboliser la résistance citoyenne. Son geste s'inscrit dans le cadre du projet *Adoptez une rivière*. Projet auquel ont souscrit plusieurs de nos artistes québécois, dont l'un des porte-parole est le chanteur-compositeur Paul Piché. L'objectif est de sauver nos rivières de la griffe des petits promoteurs de mini-centrales électriques (environ une quinzaine de rivières sont dans leur mire). Suspendu pendant près de 20 heures, Mikael poursuit son action politique en occupant les berges de la rivière Trois-Pistoles. Richard Desjardins lui a rendu visite à deux reprises et les citoyens lui apportent des vivres.

Où est Mario?

Il n'y a pas eu de consultation publique avant la signature d'un bail de 50 ans accordé par la municipalité à Grade Trois-Pistoles, propriété du scientifique connu, Jean-Marc Carpentier. Tout cela pour 25 000 \$ par année pour la municipalité. Combien de milliers de dollars vaut ce cadeau au promoteur?

Trois-Pistoles est dans le comté de Mario Dumont. Où est le chef adéquate? Sans doute est-il en train de serrer les mains à 3 000 \$ la poignée... Même si le promoteur a débuté des travaux illégalement, il ne se mouillera certainement pas dans une contestation citoyenne au nom de l'environnement pour sauver notre patrimoine naturel.

Mikael Rioux a sauvé, avec deux amis, quatre personnes de la noyade aux Îles-de-la-Madeleine en juillet 2001 et l'Assemblée nationale lui a décerné une mention d'honneur qu'il a refusée. Les honneurs, il les acceptera lorsqu'il aura sauvé sa rivière.

Adoptez une rivière: Montréal: (514) 252-3001 / Québec: (418) 648-2101 / www.eausecours.org

Pour Noël, offrez donc un T-shirt: Sauvons nos rivières

CLÔDE DE GUISE

Le Couac à la hausse...

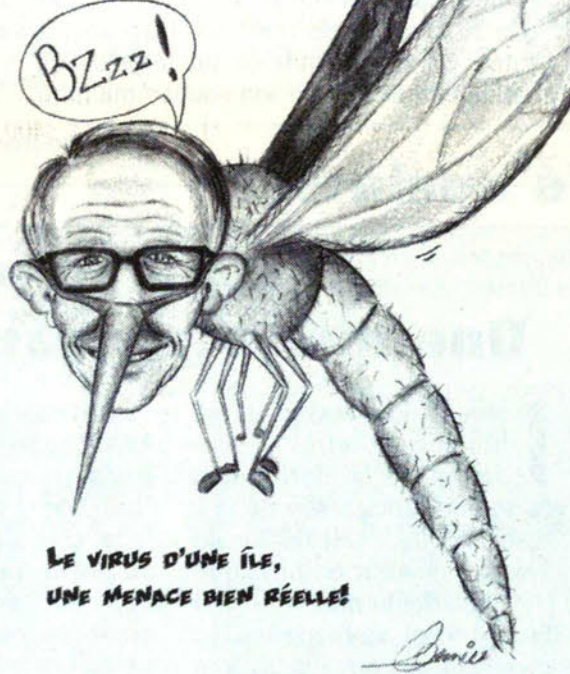
Chers abonnés et futurs abonnés, l'augmentation de nos frais d'envoi nous contraint à augmenter le prix de nos abonnements à 35,00 \$ pour un abonnement d'un an et 62,00 \$ pour celui d'une durée de deux ans. Cette augmentation sera effective dès le 1^{er} janvier 2003. Bien que ces nouveaux prix permettent encore d'obtenir *Le Couac* à meilleur marché qu'en kiosque, nous vous suggérons de renouveler dès maintenant votre souscription afin de profiter du tarif actuel.

Séraphismes

De fins observateurs ont remarqué que Binamé n'a pas repris tout les personnages des pays d'en Haut pour sa version *D'un homme et son péché*. Il aurait tout aussi bien pu ne garder que Donald-Karine Vanasse et on serait aussi heureux.



GÉRALD TREMBLAY ENVISAGE UNE NOUVELLE TAXE POUR "ACCELERER LE DEVELOPPEMENT" DE MONTRÉAL.



Dynamisme

Gérald Tremblay a déclaré, lors des festivités entourant sa première année à la tête de la Ville de Montréal: «J'ai appris à ne jamais refaire la même erreur» (*La Presse*, 4-11). La prochaine fois il figera 15 secondes?

visiblement pas aux citoyens de se faire entendre, le comité CLAC Logement a alors organisé cette petite visite aux conseillers pour leur rappeler que leur position risque à plus ou moins brève échéance de mettre les pauvres et les travailleurs du quartier à la porte de leur logement.

Estimant la situation trop urgente pour accepter de prendre un rendez-vous à une date ultérieure, comme il leur a été proposé à leur arrivée, les membres du collectif ont confronté les politiciens à même leur salle de réunion. Les bras droits des conseillers ont alors appelé la police et ont tassé les visiteurs afin de laisser s'enfuir leurs patrons, sans que ces derniers aient à répondre aux revendications du groupe.

Et devinez quoi? C'est ce groupe de citoyens responsables qui se sont fait traiter de «sauvages agressifs» pendant que leurs élus prenaient leurs jambes à leur cou, permettant ainsi la poursuite de la gentrification de ce quartier qui chassera éventuellement bon nombre de résidents de longue date. Faut-il rappeler à ces messieurs-dames que ce n'est pas tout le monde qui peut se payer un 5 pièces à 1 200 \$? En pleine crise du logement, on est en droit de se demander qui sont les véritables «sauvages agressifs» dans cette histoire.

BRUNO DUBUC

Gentrification dans Saint-Henri

LE 13 NOVEMBRE DERNIER, une délégation de 10 membres du Comité CLAC Logement, principalement des résidents du Sud-ouest, ont visité les conseillers de la Ville Line Hamel, Robert Bousquet et Jacqueline Montpetit à leurs bureaux d'arrondissement. Leur revendication? Que les conseillers refusent d'émettre un permis de construction aux Développements des Éclusiers, une compagnie de développement immobilier qui veut construire 450 unités de condos de luxe le long du canal de Lachine.

Car pour le Comité CLAC Logement, il est clair que la majorité des résidents du Sud-ouest s'opposent à ce projet. Lors de l'unique et très peu publicisée rencontre de consultation publique sur ce projet tenue le 27 septembre dernier, une salle remplie de résidents de ce quartier a exprimé durant deux heures son opposition aux condos. Peu de temps après, les conseillers octroyaient tout de même le permis de démolition aux développeurs.

Le POPIR, comité logement de Saint-Henri, a alors amené cette décision en appel où, malgré une argumentation solide, elle fut également rejetée. Les voies bureaucratiques prévues ne permettant

Des conseillers municipaux s'enfuient devant des opposants à un projet de condos!

École à vendre!

L'IGNORANCE est en passe de devenir obligatoire en région. À défaut d'être obligés de fréquenter l'école du village, des marmots et des marmottes se verront contraints d'aller voir ailleurs. Le message est clair: en région, du primaire au secondaire autant qu'au CEGEP ou à l'université, on cultivera désormais le professionnel prolongé pour fourguer de l'ouvrier à «l'entrepreneurcheap». Des êtres dociles et préparés sur mesure pour des grosses poches qui sont les bienvenues à piller, sacager et saloper les régions.

Billevesée tout cela? Élucubrations de campagnard inquiet de l'éducation à la va-vite de son MEQ (Ministère de «l'Enseignement» du Québec)? Allons donc, relisons plutôt les déclarations à l'emporte pièce d'un type, le ministre Sylvain Simard, dont personne ne voudrait même pour garder ses cochons: «Transférer une responsabilité des commissions scolaires aux municipalités ne réglera rien. Pourquoi les municipalités réussiraient-elles mieux que les commissions scolaires? Les municipalités s'occupent des égoûts, des parcs mais pas d'éducation.» (*Le Devoir* 14/11/02). Édifiante réplique au maire de Sainte-Clotilde-de-Beauce qui proposait, lorsqu'une commission scolaire en est à fermer la dernière école primaire d'un village, de lui octroyer les 6000 \$/élèves afin qu'elle assume, avec des exigences idoines à celles des commissions scolaires, un volet d'éducation local.

Écoutons d'ailleurs l'intelligence de ce que trouva à déblâter sur cette question le président de la Fédération des commissions scolaires du Québec, un certain André Caron... «Cette solution n'est même pas envisageable.» Évidemment, il ne faut pas lui demander d'envisager le moindre bout d'utopie. À la trappe l'imagination! En bon employé du capital, il apprend d'abord à suivre son manuel sans dévier d'un iota.

Mais revenons à notre ministre qui nous concocte, à n'en point douter, quelques merveilleuses écoles de réforme à l'image des pénitenciers américains où on peine pour sa peine. Copain comme cochon, lui et son valet Caron préconisent une consultation des municipalités dont on souhaiterait fermer l'école. L'organisme Solidarité rurale (bel oxymore...), dans lequel s'agite ce bon monsieur Caron, dit ceci: «La municipalité devra ainsi faire la preuve que la vitalité du village dans deux ou quatre ans sera suffisante pour augmenter la population.» Par exemple? «L'arrivée de familles ou l'ouverture d'entreprises.» Nous revoilà à la case départ... Les entreprises n'en demandaient pas tant... Du *cheap labor* dressé aux frais des contribuables dans des simulacres éducatifs et des tonnes de beaux villages à conquérir en les faisant renchérir pour y installer ses dépotoirs... Un monstre exemple?

Visitez Danville où trône Magnola.

Putain d'éducation... Au diable les bonnes manières ouvrières et vivement une base d'auto-défense intellectuelle!

RAMON VITESSE, ÉLOÏSE ÉBOURIFFONE ET VOLKER

SPLAT! Actions anti-pub

APRÈS LES DÉCORATEURS ENGAGÉS, Splat! Montréal et le Clan Destin, trois commandos anti-pub qui ont sévi à Montréal en octobre dernier, voici que deux autres groupes ont revendiqué deux actions similaires à quelques jours d'intervalle: le FLICA et le NAPALM!

Le Front de Libération des Cabinets d'Aisance (FLICA) a d'abord mis K.O. une centaine de fenêtres publicitaires de Zoom Média dans les toilettes de l'Université du Québec à Montréal. Dans son communiqué, le FLICA dit vouloir envoyer un message clair à tous les publicitaires: « laissez-nous nous soulager en paix! »

De son côté, le Noyau Anti-Pub pour un Affichage Libre à Montréal (NAPALM) a décoré les colonnes Morris

de la rue St-Denis avec des pastiches de la campagne AGIR du Gouvernement du Québec (vous savez, ces pancartes le long des routes où le gouvernement s'auto-congratule d'avoir mis de l'asphalte pour 800 000 \$ ici, 1,2 millions là...), sauf que le message était cette fois très critique par rapport aux pratiques des deux poids deux mesures qu'adopte ce même

gouvernement envers les citoyens pauvres et les riches. Le manifeste du NAPALM peut être consulté au <http://www.latribuduverbe.com/archives/000672.html>. Sur la page d'accueil de la Tribu du Verbe, vous pouvez aussi visionner un petit vidéo fort réjouissant tourné lors d'une razzia de Splat.

Décorateurs Engagés, Splat! Montréal, le Clan Destin, le NAPALM, le FLICA, a-t-on affaire à des actions concertées, à un groupuscule aux multiples visages ou à une prise de conscience collective indiquant qu'il est possible de refuser de subir passivement les milliers de pub auxquelles on est exposé chaque jour? Seul l'avenir nous le dira.



Mais pour l'instant on peut admirer une

partie du travail de ces commandos anti-pub au <http://splat-montreal.org>. Le même site vous permet de télécharger des modèles d'auto-colants SPLAT et vous montrent comment fabriquer des bombes de peinture. Voilà une belle suggestion d'activité familiale pour le week-end...

YVON D. RANGER

Colonisés au pays de VLB?

DANS LE COUAC, L'AMI VICTOR-LÉVY BEAULIEU tient, depuis quelques années, une chronique littéraire selon une régularité qu'il est le seul à pouvoir comprendre. Dans cette chronique, VLB parle de livres québécois. Or voici qu'à l'occasion du dernier Salon du livre de Montréal, l'ami s'énerve et écrit dans *La Presse* (17-11) que *Le Couac* et *Le Mouton Noir* sont « culturellement » les « pires des colonisés » dans la mesure où, juge-t-il, « pour 10 livres recensés, neuf sont étrangers ». Comme au *Devoir*, comme à *l'Actualité*...

Du fond de son arrière-cuisine, peu importe à notre ami que ce dont nous parlions, personne n'en parle ailleurs. Pour lui, le seul critère, le critère ultime pour la sélection d'un livre doit être la nationalité de son auteur et, surtout, de son éditeur. Selon cette logique, il faudrait donc toujours préférer parler d'un Jacques Godbout ou d'un Richard Martineau québécois plutôt que d'un Américain tel Noam Chomsky ou d'un Français tel Pierre Bourdieu.

Et l'ami VLB tient pour entendu, bien sûr, que la grande majorité des éditeurs québécois ne méprisent pas les journaux alternatifs. Il tient pour acquis que ces éditeurs daignent nous envoyer leurs livres à mesure qu'ils paraissent. Prenons par exemple les éditions Trois-Pistoles de l'ami en question. Sur une production annoncée de 34 titres en 2002, les dites éditions nous ont fait parvenir 7 titres depuis le début de l'année, dont 5 en un seul envoi... la semaine précédant le Salon du livre de Montréal.

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Jasmin au quotidien

Claude Jasmin vient de publier son journal intime aux Éditions Trois Pistoles. À travers le mouvement de ses jours, on apprend que l'auteur de *Pleure pas Germaine* croit, comme bien d'autres, que *Le Couac* s'inspire du *Canard enchaîné* de Paris (1917) plutôt que du *Canard* de Montréal (1877) ou de *La Lanterne* de Buies (1868). Mais ce n'est pas très grave...

« Je suis abonné au *Couac*, un mensuel qui se veut de la même farine que *Le Canard* de Paris. Certes, il est lassant parfois de constater une sorte de négativisme militant qui s'attaque sans cesse à tout ce qui bouge chez les politiciens actuels. Ici et là, quelques articles bien étoffés. Un ton qu'on ne trouve pas dans les quotidiens ordinaires. J'aime bien cette sorte de culot, d'effronterie. Mon fond... néoanarchiste? »

Claude Jasmin,
À cœur de jour,
Éditions Trois-Pistoles, 2002

Des inédits de Miron

Des poèmes inédits de Gaston Miron doivent paraître à l'enseigne de l'Hexagone en avril 2003. Il s'agirait de poèmes parus ici et là, notamment en revue, qui n'avaient jamais été intégrés à *l'Homme rapaillé*, célèbre recueil du poète.

Les mêmes éditions doivent faire paraître au même moment un nouveau recueil de poésie de Gilles Cyr, qui fut notamment un proche collaborateur de Miron durant des années.

Amerikkka

PARU cette année mais pas inaperçu, AMERIKKKA de Martin et Otéro, aux Éditions Hors Collection, vient nous rappeler que le Klan n'est pas chose du passé aux USA.

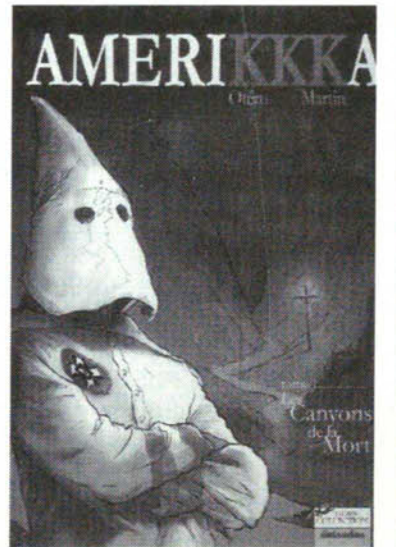
De 1980 à 2000, 9117 incidents ont été dénoncés. Aujourd'hui, l'activité de ce mouvement suprématiste continue, avec la sympathie implicite ou déclarée de 11 % des Américains. Tout cela Otéro l'explique en préface.

Grand spécialiste du Klan, l'auteur a imaginé dans ce premier tome une enquête menée par un couple de gringos à la frontière texane. Il ne s'agit pas d'une pure fiction. La narration s'appuie sur la réalité. Elle donne une bonne idée de l'atmosphère délirante qui plane sur les 3400 kms qui séparent le Mexique des USA.

Le dessin de ce premier album n'a rien d'extraordinaire. Il est même médiocre. Mais par contre, son intérêt sociopolitique est indéniable. Il participera sans doute au réveil des consciences.

Le tome deux est annoncé pour cette année.

MONIQUE PAGÉ ET GILBERT BALSAMO



Un homme libre

« Frederick Douglass taught that literacy is the path from slavery to freedom. There are many kinds of slavery and many kinds of freedom. But reading is still the path. »

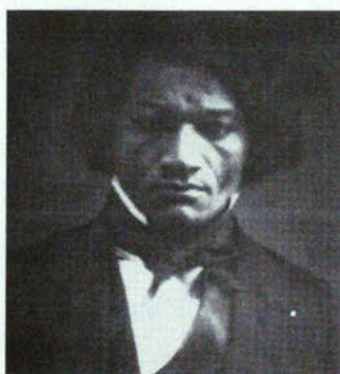
Carl Sagan

Without struggle, there is no progress.

Frederick Douglass

PHILADELPHIE M'EST CHÈRE pour deux raisons. La première est son Musée où se trouve l'essentiel de l'œuvre de Marcel Duchamp. Je passe comme un fou dans ses salles glissantes jusqu'à celle où m'attend la *Mariée mise à nue par ses cèlibataires, même*.

La deuxième est le Musée Afro-Américain. C'est là qu'il faut rendre hommage, bien bas, à Frederick Douglass. Je n'y ai pas manqué. Le connaissez-vous?



Frederick Douglass, illustre abolitionniste

Frederick Douglass est né au Maryland en février 1818 — la date précise n'est pas connue. Fils d'esclave, lui-même esclave, il reçut le nom de Frederick Augustus Washington Bailey.

À la mort de sa mère, il devient la propriété de Hugh et de Sophia Auld et part habiter sur leurs terres, à Baltimore. Il est âgé de huit ans.

Dans ses mémoires, il décrit Madame Auld comme une personne chaleureuse et humaine, précisant: « Elle n'avait jamais encore possédé d'esclaves — chose alors très rare dans le Sud — et n'avait pu compter que sur elle-même pour gagner sa vie. C'est sans nul doute à cela que la chère femme devait la préservation de sa bonne nature: car l'esclavage peut faire d'un saint un pécheur et d'un ange un démon »

C'est justement à Sophia Auld que se rattache un événement crucial de la vie de Douglass: sa rencontre de la lecture. Il raconte: « En l'absence de son mari, ma maîtresse lisait souvent la Bible à voix haute et cette lecture éveilla ma curiosité pour le mystère de la lecture et fit naître en moi le désir d'apprendre à lire. Je n'avais jusqu'alors rien su de cet art merveilleux; mon ignorance de tout ce qu'il pouvait m'apporter ainsi que

la confiance que j'avais en ma maîtresse me donnèrent le courage de lui demander de m'apprendre à lire. Son inconscience et son inexpérience étaient aussi grandes que les miennes et elle accepta. Grâce à son dévouement, en très peu de temps, je parvins à maîtriser l'alphabet et je pus épeler des mots de trois ou de quatre lettres. Ma maîtresse semblait aussi fière de mes succès que si j'eus été son propre enfant et, présumant que son mari partagerait ce sentiment, elle ne lui cacha rien de ce qu'elle faisait pour moi. Mieux encore: elle lui parla fièrement des aptitudes de son élève, lui révéla que c'était à ses yeux un devoir de continuer à m'enseigner et de me rendre au moins capable de lire la Bible.

C'est alors que se leva le premier nuage noir sur mon avenir à Baltimore, le signe précurseur de froids orages et de pluies diluviennes. Maître Hugh fut en effet renversé par cette nouvelle et exposa à sa femme, qui les entendait vraisemblablement pour la toute première fois, la véritable philosophie du système esclavagiste et les règles de gestion du cheptel qu'il fallait absolument appliquer dans le cas présent. Bien entendu, cela signifiait qu'il était désormais interdit à ma maîtresse de continuer à m'instruire: le faire serait non seulement illégal, mais aussi dangereux. C'est que, précisa-t-il, 'si tu donnes un pouce à un Nègre, il prendra un pied. L'éducation pourrait le meilleur Nègre du monde. S'il apprend à lire la Bible, il ne deviendra plus bon à rien comme esclave. L'esclave ne doit rien connaître d'autre que la volonté de son maître et comment lui obéir. L'éducation ne lui apporterait que du mal, le rendrait malheureux et inconsolable. Si tu lui apprends à lire, il voudra apprendre à écrire et ne pensera plus qu'à s'enfuir. Tels furent les propos sibyllins de maître Hugh et je dois admettre qu'il avait parfaitement saisi la nature de la relation du maître et de l'esclave et ce qu'elle implique. Son discours était la première harangue anti-esclavagiste qu'il m'était donné d'entendre. Bien entendu, Madame Hugh fut sensible à toute la force de ce propos et, en bonne épouse, elle se conforma aux indications de son mari. Sur moi, l'effet de ses mots ne fut ni négligeable ni temporaire. Ces sentences de fer,

froides et brutales, retombèrent dans mon cœur comme de lourdes pierres où elles éveillèrent une révolte qui ne devait pas s'apaiser de sitôt. C'était une grande révélation, dévoilant un douloureux mystère qu'en vain mon cerveau d'enfant avait cherché à percer: celui du pouvoir de l'homme Blanc de perpétuer l'esclavage de l'homme Noir. 'J'entends bien, me suis-je alors dit, le savoir rend un enfant inapte à l'esclavage'. Instinctivement, je connus dès lors le chemin qui conduit, en ligne droite, de l'esclavage à la liberté. »

Bien décidé à apprendre à lire, le jeune Bailey prendra tous les moyens pour y parvenir. Il apprend des jeunes Blancs qu'il croise ou avec lesquels il joue; il transporte sur lui du pain qu'il économise sur sa ration et qu'il échange contre une brève leçon; pour apprendre à écrire, il met les jeunes Blancs au défi d'écrire mieux que lui. Il obtient bientôt un abécédaire, qui ne le quitte plus.

Après une première tentative d'évasion manquée, en 1836, il s'enfuit pour de bon deux ans plus tard et arrive à New York le 3 septembre 1838. Il y épouse Anna Murray, une femme noire libre qu'il avait connue à Baltimore: le couple aura cinq enfants.

En 1841 commence la vie publique de Frederick Augustus Washington Bailey, qui s'appelle désormais Frederick Douglass. Cette année-là, Douglass se rend à un meeting anti-esclavagiste et prononce un discours qui bouleverse tous les auditeurs. Il s'engage alors, avec fougue, talent et passion, dans le mouvement abolitionniste de William Lloyd Garrison. En 1845 paraît: *Narrative of the Life of Frederick Douglass, An American Slave*. Douglass devient dès lors un des plus illustres et éloquent porte-parole des abolitionnistes, dont il porte le message jusqu'en Europe.

Conseiller du président Lincoln durant la Guerre Civile, Douglass sera un des plus ardents opposants à la politique d'extermination des Amérindiens menées par le gouvernement américain; à la Convention de Seneca Falls, il sera le seul homme à voter en faveur de l'extension du droit de vote aux femmes.

Douglass est mort en 1895. C'était un homme libre, «[...] un homme fait de tous les hommes, et qui les vaut tous, et qui vaut n'importe qui. » (Sartre)

NORMAND BAILLARGEON

Les extraits cités sont tirés de DOUGLASS, Frederick: *Narrative of the Life of Frederick Douglass, An American Slave*, traduits par votre serviteur.



lettre ouverte au professeur-président de l'ADO

Éloge de la défaite

Quand j'envoie un article au *Devoir*, j'ai l'impression de redevenir un gamin de troisième année B. À chaque fois, une petite maîtresse d'école, qui me rappelle les «pisseuses» d'autrefois, me tire les oreilles, me tape sur les doigts et menace de me coller un petit ange en couleur sur mon devoir si je continue à dire des grossièretés. Tout à fait logique pour un journal qui se prend pour quelque chose et préfère Norman Spector à Gilles Archambault. Article refusé. Un de plus. Le voici. P.F.

Un bon sophiste est capable de nous démontrer que l'eau de la mer est douce. Le malheur est que si on la boit, on la trouve salée.

Michel Torga

MONSIEUR GUY LAFOREST est un éminent professeur de science politique à l'Université Laval, du moins si l'on en croit la courte notice qui coiffe son dernier article dans *Le Devoir* du 6 novembre. Comme tout bon professeur, le penseur de Laval justifie ses choix politiques en long, en large et en travers. En fait, il se justifie.

«Je milite à l'ADO parce que j'y pressens justement les meilleures perspectives pour l'élargissement de la liberté politique du Québec. Mario Dumont reconnaît le principe de la fidélité première au Québec comme valeur fondamentale. Notre leader se retrouve dans une situation similaire à celle de Louis-Hippolyte LaFontaine en 1841, après l'acte d'Union. Il faut noter que le chef de l'ADO a été un rebelle en 1995, comme LaFontaine l'avait été en 1837. S'il devient bientôt premier ministre du Québec, sa tâche sera de créer les conditions pour le renforcement de notre liberté politique.»

Mario Dumont, un rebelle! Non, mais... On croit rêver. Un rebelle! Ce gentil garçon, ce fort en thème bien coiffé, bien élevé, bien tout comme il faut. Un rebelle! Cet ancien président des Jeunesses libérales. Méchant rebelle! Il n'y a vraiment qu'un éminent universitaire, caché derrière ses diplômes, pour accoucher d'une vision aussi tragi-comique. Quelle perspicacité! Quelle puissance d'analyse! Quelle vision politique! De quoi sombrer dans l'anti-intellectualisme le plus primaire.

Selon le professeur Laforest, la situation politique actuelle au Québec exigerait l'élection d'un nouveau LaFontaine. Il rejoint en cela, le célèbre John Saul et sa douce moitié: LaFontaine c'est son dada à notre demi-gouverneur général. La fameuse poignée de main de LaFontaine à Baldwin est pour Saul le symbole par excellence de l'unité canadienne et de la collaboration entre les peuples. En fait de collaboration, la poignée de main de LaFontaine me rappelle plutôt celle du maréchal Pétain avec qui l'on sait. Une poignée de main née de la répression sanglante de 1837-1838. La poignée de main du vainqueur et du vaincu. Pour se déculpabiliser sans doute, Saul nous affirmera qu'il n'y a jamais eu au fond ni vainqueurs, ni vaincus.

Ni pendeurs, ni pendus. Ni exploités, ni exploités. Que des «tizamis». Que des partenaires. Drôles de partenaires qui brûlaient les villages, qui violaient les femmes, qui remplissaient les prisons.

Je peux comprendre le négationnisme de John Saul: ça doit aider à supporter ses contradictions d'intellectuel rebelle. Je comprends moins bien l'engouement du penseur de Laval pour un LaFontaine nouveau. Pourquoi LaFontaine aujourd'hui? Pourquoi LaFontaine, comme modèle politique en 2002? Pourquoi mettre de l'avant un homme politique qui, somme toute, n'a fait que sauver les meubles. Il ne pouvait pas faire plus. Il a lutté contre les pires excès de l'acte de l'Union, pas contre l'Union elle-même. Il a tenté de rendre supportable, pour notre peuple, un système assez semblable à celui de Vichy, nazisme en moins. Aménager la soumission, la rendre plus ou moins acceptable, c'est bien gentil comme projet politique mais ça ne règle pas le problème fondamental de notre anxiété par la force. Être plus ou moins bien annexé, plus ou moins bien opprimé, plus ou moins bien infodé n'est pas le but ultime de la vie des peuples. On peut bien honorer la mémoire de LaFontaine si on veut, mais de là à nous faire prendre des vessies pour des lanternes, il y a un pas. Malgré tous les reniements, tous les accommodements, tous les arrangements, l'Union, ce système vichyste, perdure encore aujourd'hui sous le joli nom de Confédération. Unilingue, bilingue ou multilingue, une annexion forcée reste une annexion forcée.

Comme s'il s'agissait, encore aujourd'hui, de sauver les meubles? Assez pitoyable comme projet politique, ce me semble, Monsieur le professeur. Autant s'adresser à «Brault et Martineau». Mais comment expliquer l'engouement d'un éminent professeur pour un jeune gérant propre, version «Les ameublements Elvis»? La réponse est peut-être dans l'espèce de fascination que semble ressentir

le professeur Laforest pour la Défaite. La Défaite avec un grand D. La Défaite comme nourriture intellectuelle. La Défaite comme pivot de l'action. La Défaite comme concept structurant de la lutte politique.

Le principe de base est le suivant. Il est fort simple. Pour notre cher professeur, le peuple québécois, en se battant pour la liberté et l'indépendance, court chaque fois à la défaite. Défait, il s'affaiblit. Donc pour ne pas s'affaiblir, il faut tout simplement cesser de combattre. Pas de combat, pas de défaite. S'écraser pour ne pas s'affaiblir. S'écraser pour se renforcer. C'est lumineux comme projet politique et tellement enthousiasmant. Il ne nous reste plus qu'à aménager notre cage pour la rendre plus confortable, qu'à la décorer artistiquement pour la rendre plus vivable. C'est ça, le projet LaFontaine II. Nos éminents professeurs de science politique doivent appeler cela la politique du moins pire.

Curieuse quand même cette vision défaitiste de la politique, cette manie de plaquer sur les êtres et les événements l'estampille de la défaite. Comme si le professeur Laforest était lui-même, au fond, un homme profondément défait. Il y a des gens comme ça, qui viennent au monde déjà défaités avant de commencer à se battre. Pas étonnant qu'on l'ait engagé comme commentateur politique en 1995: à Radio-Cadenas, on aime bien ces

êtres inoffensifs déjà battus d'avance. Une spécialité de la maison.

La défaite, donc. D'abord celle de Patriotes. Pour le professeur Laforest, l'acte d'Union, c'est la faute à Papineau. Colborne n'a rien à voir là-dedans. Ni Gosford, ni Molson, ni Durham. Pas d'ennemis. Un seul coupable, Papineau. Le véritable héros de l'affaire, c'est



Pour descendre bien bas, on peut emprunter le tunnel Louis-H.-LaFontaine, fréquenter l'asile Louis-H.-LaFontaine ou tenter de faire pratiquer sa politique par Mario Dumont.

LaFontaine. Ensuite, les défaites référendaires de 1980 et de 1995. Pour l'éminent universitaire, le rapatriement de la constitution, la loi sur la supposée clarté, l'étranglement fiscal, c'est la faute à Lévesque. Pas à Trudeau. Pas à Chrétien. Pas à Dion. Les grands financiers canadiens n'ont rien à voir là-dedans, ni le système néo-colonial canadien. Toujours pas d'ennemis. Un seul coupable, Parizeau. Et le LaFontaine nouveau qui enfle son costume dans la coulisse.

LA DÉFAITE. Toujours la défaite. Avant. Pendant. Après. La défaite pour justifier l'écrasement, l'immobilisme, la soumission. La défaite pour expliquer ses propres contorsions politiques.

Curieuse «défaite» que celle de 1980 où 50% des Québécois (francophone, quel mot affreux) ont voté oui. Une bien drôle de défaite en effet quand on considère les 7 à 8% d'appuis au Rassemblement pour l'Indépendance Nationale, obtenus quelques années plus tôt. Si les professeurs d'université, les commentateurs de Power Corporation, les journalistes de la CBC «d'expression francophone» ne savent pas lire les résultats, pourquoi nous sentirions-nous défaités? Simplement parce qu'ils nous l'ont répété quotidiennement pendant 20 ans? On appelle cela de l'intoxication.

Et la «défaite» de 1995? Une autre bien curieuse défaite où, cette fois-ci, les Québécois (les Portugais se définissent comme Portugais, pas comme lusitanophones, et les Haïtiens sont des Haïtiens pas des créolophones) ont voté oui à plus de 60%. Pas besoin d'un doctorat en science politique de Harvard, de Princeton ou de Laval pour comprendre ça.

Et on voudrait nous convaincre de la défaite. Nous convaincre de cesser de rêver. Nous convaincre de cesser de lutter, sous prétexte qu'un nouveau sauveur de meubles, encore un, nous est né.

Pourquoi certains hommes s'écrasent-ils au premier coup dur? Pourquoi d'autres hommes sortent-ils, au contraire, renforcés des épreuves subies? Mon ami Gaëtan Hart, par exemple, ancien boxeur poids léger, n'a pas cette vision défaitiste des hommes défaités. Pour lui, la victoire ou la défaite sont des idées bien relatives. Il n'a pas besoin d'un doctorat pour voir la différence entre un massacre et un match nul. Sa troisième année lui suffit pour faire la différence entre un combat gagné par KO et une défaite aux points sur décision partagée des juges. Hart rêvait de devenir champion. Il est devenu champion. Les défaites et les claques sur la gueule n'ont pas détruit son rêve.

Même chose pour Eric Lucas. Après sa défaite contre Roy Jones, alors champion du monde, il n'a pas décidé de devenir «water-boy» au gymnase de Georges Cherry. Il a analysé le combat et il a continué à boxer. Il a appris de ses erreurs, il s'est acharné. Il a poli son style. Après sa défaite contre Tozzo, il n'est pas devenu vidangeur, laveur de vaisselle ou professeur de science politique. Il a continué à rêver au championnat du monde. Il

est devenu. Ses deux défaites ne l'ont pas écrasé. Ses défaites en ont fait tout simplement un bien meilleur boxeur.

C'est la loi de la boxe. C'est la loi de la vie. La vie des hommes, mais aussi la vie des peuples. Tous les peuples connaissent un jour ou l'autre la défaite. Mais perdre une bataille n'est pas perdre la guerre, comme le répétait De Gaulle. Et je préfère la naïveté de De Gaulle à la réalpolitik de Pétain. Je préfère la détermination de Giap à la mollesse de Bao Daï. Je préfère le rêve de Lévesque au pragmatisme insignifiant de Bourassa. Je préfère la révolte de Papineau à la trahison de Georges Étienne Cartier, un autre fameux rebelle recyclé dans la collaboration.

La défaite, Monsieur le professeur, elle existe avant tout dans votre tête. Et vous la projetez autour de vous sur la réalité. Elle est en vous la défaite, la vieille défaite ancestrale, qu'on se transmet de génération en génération. On se préparait à reprendre en main la boulangerie et vous nous proposez de revenir à la politique du petit pain. Il y aura même un peu de beurre sur notre petit pain, nous assure le cher professeur. Pas beaucoup, mais un peu. Peut-être même nous accordera-t-on une petite cuillerée de confiture, si on le demande gentiment. Très gentiment. Comme dans le bon vieux temps. Pas d'éclats surtout. Avec le petit pain, qui sait, on aura peut-être une tasse de chocolat chaud et de jolies pantoufles?

On appelle cela la politique du changement. L'immobilisme c'est le changement. La soumission c'est la liberté. L'écrasement c'est la force. La lâcheté c'est le courage. Tous en avant, pour le championnat des *water boys* catégorie poids coq! Y a-t-il une catégorie pour les chapons?

PIERRE FALARDEAU



Pour qui les fonds, dans le fond?

EN JANVIER 2003, un comité de travail sur la concentration de la presse doit remettre son rapport à la ministre de la Culture et des Communications du Québec, M^{me} Diane Lemieux. La création d'un fonds d'aide pour les médias indépendants y sera proposée. Ce fond doit absolument voir le jour.

En 1970, selon la Commission royale sur les quotidiens, la commission Davey, 50,8 % des quotidiens francophones au Canada, des quotidiens du Québec essentiellement, étaient indépendants. Dix ans plus tard, une autre Commission royale, la commission Kent, constate que cette part a chuté à 10 % du tirage global de la presse quotidienne québécoise. Aujourd'hui, la situation s'est encore aggravée. Au détriment de toute la structure fragile de la presse indépendante, Québec a trop longtemps laissé quelques puissants propriétaires agir à leur guise. L'État a le pouvoir et le devoir de corriger cette dérive,

notamment en soutenant la presse indépendante. La démocratie n'est pas la démocratie sans cette presse libre, exprimant tous les points de vue, promouvant toutes les idées, recherchant tous les faits. Pratiquement tous les États modernes régissent la propriété des moyens d'information, limitent les monopoles ou aident au financement de médias indépendants.

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications du Canada vient d'interdire à Quebecor de retirer les télécommunications des ondes. Il était temps, mais le pari de leur survie est loin d'être gagné. Pour les journaux, est-il trop tard?

Le gouvernement québécois doit prendre des mesures énergiques pour sauver et promouvoir la presse indépendante. Dans un marché dominé, sa survie ne tient qu'à l'engagement de ses artisans. Ses journalistes et les autres artisans se contentent de salaires misérables ou, très souvent, travaillent bénévolement. Un Fonds d'aide

aux médias indépendants contribuera à rétablir l'équilibre. Il devra garantir réellement la survie (menacée actuellement dans plusieurs cas) et de bonnes conditions de développement pour tous les médias indépendants, nationaux ou locaux, prioritairement les médias à propriété collective et sans but lucratif.

Nous faisons le pari inverse à celui de la «convergence» capitaliste, nouvelle affabulation des monopoles d'antan. Nous sommes contre les monopoles, financiers, commerciaux et professionnels (comme le projet de la FPJQ de réserver l'exercice reconnu du journalisme à ses seuls membres, presque tous des employés des médias commerciaux). Nous, de la presse indépendante, sommes chacun différents dans notre projet éditorial mais résolument solidaires dans notre lutte au droit d'accès à une information diversifiée.

LE COUAC, RECTO-VERSO, LE MOUTON NOIR ET L'AUT'JOURNAL